

PLAN CADRE DES NATIONS UNIES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2018



NATIONS
UNIES
DJIBOUTI

A horizontal row of 17 small, colorful dots in various colors including red, orange, yellow, green, blue, and purple.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU PNUAD

AGENCES PARTICIPANTES



NATIONS UNIES
DJIBOUTI



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



ONU MIGRATION



Organisation mondiale de la Santé



Programme Alimentaire Mondial



Au service des peuples et des nations



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture



JNFPA



UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés



unicef
pour chaque enfant



ONUDC
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime



UNOPS

LISTE DES ABREVIATIONS

AMCC	Alliance mondiale de changement climatique
ARV	Antirétroviraux
ATPC	Assainissement total piloté par les communautés
BCP	Bilan Commun de Pays (en anglais : CCA - Common Country Assessment)
CBPP	Community Based Planning Process
CERF	Central Emergency Response Fund (en français: Fonds central d'intervention d'urgence)
CGC	Centre de Gestion Communautaire
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CRRF	Comprehensive Refugee Response Framework
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
DAA	Diarrhée Aqueuse Aiguë
DES	Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires
DHR	Direction de l'Hydraulique Rurale
DIHS2	District Health Information Software Version 2
DSA	Daily Subsistence Allowance
DTM	Displacements Tracking Matrix
EDD	Education pour le Développement Durable
EHA/WASH	Eau, Hygiène et Assainissement (en anglais : WASH)
EPU	Examen périodique universel
ETFP	Politique nationale de l'enseignement et la formation techniques et professionnels
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization
GLPE	Groupe Local des Partenaires de l'Education
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
ICT	Information and communications technology
ICSC	International Civil Service Commission
IGM	Indicateurs de Gouvernance de la Migration
INSPD	Institut National de Santé Public
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MASS	Ministere des Affaires Sociales, et des Solidarités
MAPS	Mainstreaming Acceleration and Policy Support
MENFOP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MILDA	Moustiquaire Imprégnée à longue durée d'action
MFF	Ministère de la Femme et de la Famille
MoU	Memorandum of Understanding

NRC	Norwegian Refugee Council
ODD	Objectif du Développement Durable
OHCHR/HCDH	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
OIF	Organisations Internationale de la Francophonie
OIM/IOM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS/WHO	Organisation Mondiale de la Santé
OMT/WTO	Operation Management Team
ONARS	Office Nationale de l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM/WFP	Programme Alimentaire Mondial
PASS	Programme d'Assurance Santé Sociale
PID	Pulvérisation Intra-Domiciliaire
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire - 2019-2023
PNSF	Programme Nationale de Solidarité Familiale
PNUAD/UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD/UNDP	Programme des nations Unies pour le Développement
PSEA	Protection against sexual exploitation and abuse
PTA	Plan de Travail Annuel
PVC	Polychlorure de vinyle
REMIS/EMIS	Système de Gestion des Informations sur l'Education des Réfugiés
RG/GR	Result Group (en français: Groupe Résultat -GR)
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SEAS	Secrétariat d'Etat des Affaires Sociales
SEJS	Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports
SLP	Seasonal Livelihoods Programming
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SMT	Security Management Team
SNPS	Stratégie Nationale de la Protection Sociale
SNU	Système des Nations Unies
SSP	Soins de Santé Primaires
STEP	Student Training for Entrepreneurial Promotion
SUN	Scaling Up Nutrition
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education
UNDS	United Nations Development System
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFD	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes
UNFPA/FNUAP	United Nations Fund for Population Activities (Fonds des Nations unies pour la population)
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Office des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VBG	Violences Basées sur le Genre
WASH	Water, Sanitation and Hygiene

PARTENAIRES STRATÉGIQUES



PARTENAIRES CONTRIBUTEURS

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Primature

Ministère de la Justice et des Affaires Pénitentiaires, chargé des Droits de l'Homme

Ministère auprès de la Présidence Chargé des Investissements

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

Ministère de la Défense, chargé des relations avec le Parlement

Ministère de l'Intérieur

Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

Ministère de la Santé

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Ministère de la Femme et de la Famille

Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressources halieutiques

Ministère de l'Équipement et des Transports

Ministère des Affaires Musulmanes, de la Culture et des Biens Wakfs

Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités

Ministère du Budget

Ministère de l'Énergie chargé des Ressources Naturelles

Ministère du Travail chargé de la Réforme de l'Administration

Ministère de l'Urbanisme, de l'Environnement et du Tourisme

Ministère du Logement

Ministère de la Communication, chargé des Postes et des Télécommunications

Ministère du Commerce

Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports

Secrétariat d'Etat chargé de la Décentralisation



ALLEMAGNE



ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE



ARABIE SAOUDITE



FRANCE



AUSTRALIE



ITALIE



BELGIQUE



JAPON



CANADA



KOWEIT



DANEMARK



UNION EUROPÉENNE



TABLE DES MATIÈRES

- MOT DE LA COORDINATRICE RÉSIDENTE 14
- RÉSUMÉ EXÉCUTIF : APERÇU 2018..... 15
- CHIFFRES CLÉS 2018 20
- MOBILISATION & IMPLÉMENTATION DES RESSOURCES:..... 21
 - Mobilisation et Implémentation des ressources: Nations Unies Djibouti..... 21
 - Mobilisation des ressources: PNUAD..... 23
 - Mise-en-oeuvre des ressources: PNUAD..... 25
- GROUPE RESULTATS 1: EDUCATION & EMPLOYABILITE 27
 - Effet 1 : Opportunités d'emploi 29
 - Effet 2 : Education, Formation & Employabilité 31
- GROUPE RESULTATS 2: SANTE; NUTRITION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT 33
 - Effet 3 : Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement 35
- GROUPE RESULTATS 3: PROTECTION, PROTECTION SOCIALE, BONNE GOUVERNANCE ET DROITS HUMAINS..... 39
 - Effet 4 : Protection des Groupes Vulnérables 41
 - Effet 5 : Protection Sociale 43
 - Effet 6 : Bonne Gouvernance 44
- GROUPE RESULTATS 4: RÉSILIENCE & DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUITABLE..... 47
 - Effet 7 : Résilience des Communautés 49
 - Effet 8 : Développement Durable des Régions 51
- ACTION HUMANITAIRE 53
 - Mobilisation des ressources pour l'action humanitaire en 2018 53
 - Djibouti 53
 - Chiffres clés..... 55
 - Support aux opérations pour le Yémen 56
- OPERATIONS MANAGEMENT TEAM (OMT) 57
- COMMUNICATION & PLAIDOYER 59
- SUIVI & ÉVALUATION 61
- PRIORITÉS 2019..... 62
- ANNEXES 65

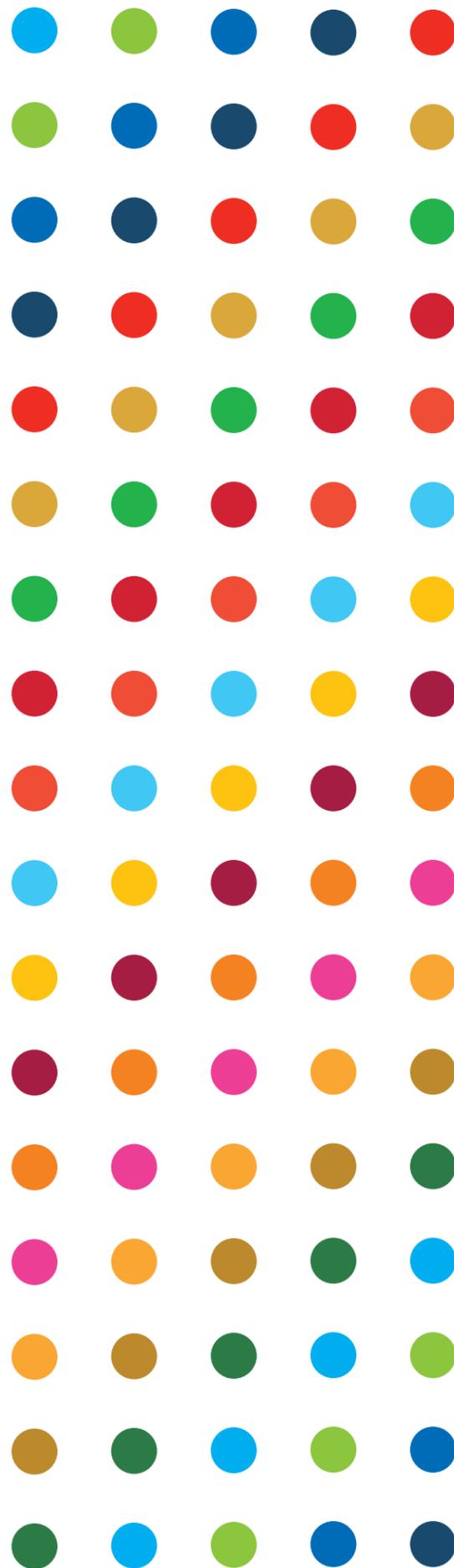
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

●	FIGURE 1: Budget total planifié pour les Nations Unies à Djibouti (USD) 2018.....	21
●	FIGURE 2: Budget total mobilisé pour les Nations Unies Djibouti (USD), 2018.....	21
●	FIGURE 3: Budget total mis-en-oeuvre par les Nations Unies Djibouti (USD), 2018.....	22
●	FIGURE 4: Ressources nécessaires pour les activités de développement (USD), 2018.....	23
●	FIGURE 5: Budget reçu par agences (USD), 2018.....	23
●	FIGURE 6: Contributions par bailleurs pour les activités du PNUAD (USD), 2018.....	24
●	FIGURE 7: Contributions pour les activités du PNUAD par type de bailleurs (USD), 2018.....	24
●	FIGURE 8: Budget total mobilisé par l'UNCT (USD), 2018.....	25
●	FIGURE 9: Budget reçu et mis-en-oeuvre par agences (USD), 2018.....	25
●	FIGURE 10: Répartition des ressources par Groupe Resultats (GR) et effets (USD), 2018.....	26
●	FIGURE 11: Budget mobilisé - Effet 1 (millions de USD), 2018.....	30
●	FIGURE 12: Contributions par bailleur - Effet 1 (millions de USD), 2018.....	30
●	FIGURE 13: Budget mis-en-oeuvre - Effet 1 (millions de USD), 2018.....	30
●	FIGURE 14: Budget mobilisé - Effet 2 (millions de USD), 2018.....	32
●	FIGURE 15: Contributions par bailleur - Effet 2 (millions de USD), 2018.....	32
●	FIGURE 16: Budget mis-en-oeuvre - Effet 2 (millions de USD), 2018.....	32
●	FIGURE 17: Budget mobilisé - Effet 3 (millions de USD), 2018.....	37
●	FIGURE 18: Contributions par bailleur - Effet 3 (millions de USD), 2018.....	37
●	FIGURE 19: Budget mis-en-oeuvre - Effet 3 (millions de USD), 2018.....	38
●	FIGURE 20: Budget mobilisé - Effet 4 (millions de USD), 2018.....	42
●	FIGURE 21: Contributions par bailleur - Effet 4 (millions de USD), 2018.....	42
●	FIGURE 22: Budget mis-en-oeuvre - Effet 4 (millions de USD), 2018.....	42
●	FIGURE 23: Budget mobilisé - Effet 5 (millions de USD), 2018.....	43

●	FIGURE 24: Contributions par bailleur - Effet 5 (millions de USD), 2018.....	43
●	FIGURE 25: Budget mis-en-oeuvre - Effet 5 (millions de USD), 2018.....	44
●	FIGURE 26: Budget mobilisé - Effet 6 (millions de USD), 2018.....	45
●	FIGURE 27: Contributions par bailleur - Effet 6 (millions de USD), 2018.....	45
●	FIGURE 28: Budget mis-en-oeuvre - Effet 6 (millions de USD), 2018.....	45
●	FIGURE 29: Budget mobilisé - Effet 7 (millions de USD), 2018.....	50
●	FIGURE 30: Contributions par bailleur - Effet 7 (millions de USD), 2018.....	50
●	FIGURE 31: Budget mis-en-oeuvre - Effet 7 (millions de USD), 2018.....	50
●	FIGURE 32: Budget mobilisé - Effet 8 (millions de USD), 2018.....	51
●	FIGURE 33: Contributions par bailleur - Effet 8 (millions de USD), 2018.....	51
●	FIGURE 34: Budget mis-en-oeuvre - Effet 8 (millions de USD), 2018.....	52
●	FIGURE 35: Ressources nécessaires pour l'humanitaire (USD), 2018.....	53
●	FIGURE 36: Contributions par bailleur pour l'assistance humanitaire (USD), 2018.....	54
●	FIGURE 37: Budget humanitaire par agence (USD), 2018.....	54
●	FIGURE 38: Repartition des ressources par type d'assistance humanitaire (USD), 2018.....	54

●	TABLEAU 1: Budget total mobilisé par bailleurs pour les Nations Unies Djibouti (USD), 2018..	22
---	---	-----------

MOT DE LA COORDINATRICE RÉSIDENTE



J'ai le plaisir de partager avec vous le premier rapport d'activité du Plan Cadre des Nations Unies d'Aide au Développement (PNUAD) pour la période 2018-2022.

Le PNUAD est le fruit d'une planification conjointe, et désormais le principal instrument de coopération entre le Système des Nations Unies (SNU) et le gouvernement de Djibouti. Cette grande aventure collective est basée sur l'engagement de « *Ne laisser personne de côté* ». Il constitue un cadre de coopération dont la formulation a été le fruit d'une démarche inclusive, qui a impliqué à toutes ses étapes les structures de l'administration centrale, les acteurs de la société civile et les populations vulnérables. Il est orienté sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et ambitionne donc de répondre aux défis complexes de développement identifiés via l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le PNUAD a été élaboré sur la base d'une analyse des priorités nationales et des avantages comparatifs du SNU à Djibouti, effectuée dans le cadre du Bilan Commun de Pays (CCA). De ce processus sont ressortis quatre résultats stratégiques qui constituent nos principales lignes de coopération.

Ce rapport est un des instruments de l'effort collectif des Nations Unies à Djibouti visant à renforcer notre responsabilité et notre redevabilité à l'égard des personnes que nous devons servir. Cette revue a été organisée avec la précieuse participation des institutions du pays et nos généreux donateurs. Cette revue a permis d'asseoir le dispositif de coordination et de suivi de mise-en-œuvre du PNUAD, et ainsi de présenter la diversité des interventions inscrites dans le Plan cadre ainsi que les principaux résultats atteints.

Un important travail a également été entrepris, dans le cadre de la réforme du système de développement des Nations Unies¹, par les 14 Fonds, Agences, et Programmes onusiens opérant à Djibouti afin de mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise-en-œuvre des activités programmées pour 2018. Le présent rapport revient sur ces réalisations dans ce document unique qui constitue un instrument de responsabilité et de redevabilité commun au SNU à Djibouti.

Je saisis cette occasion pour présenter mes sincères remerciements à tous les partenaires nationaux, institutionnels et de la société civile, en particulier le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), pour leur soutien et leur implication dans la mise-en-œuvre du PNUAD. Mes remerciements vont également aux directeurs et représentants des départements ministériels dont l'appui technique constitue un élément essentiel dans les résultats atteints ; ainsi qu'aux représentants des partenaires bilatéraux et des Fonds, Agences, Programmes des Nations unies pour leur engagement sans faille tout au long de cette première année d'exercice de planification et de mise-en-œuvre.

Fort de nos réalisations communes à ce jour, et inspirés par les aspirations du peuple Djiboutien et leurs contributions énergiques au développement de leur pays, l'ONU à Djibouti s'engage à faire plus. Nous sommes impatients de renforcer notre collaboration avec tous les partenaires afin de mieux définir notre réponse aux défis du développement pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à Djibouti.

Barbara MANZI
Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies à Djibouti



¹ Conformément à la résolution 72/279 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (Mai 2018).

RÉSUMÉ EXÉCUTIF: APERÇU 2018

L'année 2018 a marqué la première année de mise en œuvre du **PNUAD 2018-2022**, le plan cadre de collaboration entre le SNU et le gouvernement djiboutien. Ce plan est le 'contrat' des Nations Unies avec le Gouvernement, qui vise à garantir une plus grande synergie et complémentarité des interventions du SNU dans le pays et à accroître l'effet multiplicateur de la contribution onusienne au développement du pays. Il contribuera ainsi à assurer que personne ne soit « laissé de côté » et accélérer les progrès vers les principales cibles des **Objectifs de Développement Durable (ODD)**, et les priorités inscrites dans le **plan national SCAPE**¹.

En lien avec la réforme globale du système de développement des Nations Unies lancée formellement au 1er janvier 2019, le SNU a pris toutes les actions et mesures nécessaires pour garantir la mise en place des nouvelles méthodes de travail impliquant un changement de paradigme humanitaire et de développement visant l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) par le biais d'efforts collectifs et plus cohérents du Système des Nations Unies (SNU).

Dans cette perspective des actions collectives considérables ont été entreprises pour améliorer la coordination, le suivi et la redevabilité des actions de l'ensemble des agences des Nations Unies à Djibouti, à travers la mise en place des quatre groupes techniques des résultats co-présidés par deux chefs d'agence qui sont en ligne avec les priorités stratégiques du PNUAD, notamment :

GROUPE RÉSULTAT 1 : Education et Employabilité.

GROUPE RÉSULTAT 2 : Santé, Nutrition, Eau Hygiène et Assainissement.

GROUPE RÉSULTAT 3 : Protection, Protection Sociale, Bonne Gouvernance et Droits Humains.

GROUPE RÉSULTAT 4 : Résilience & Développement Régional Équitable.

Des efforts considérables ont été déployés par le SNU dans le renforcement des capacités professionnelles des jeunes et adolescents. Des actions de formation et de sensibilisation dans plusieurs domaines ont atteint presque 130 000 personnes. La volonté affichée du gouvernement et du SNU pour l'employabilité des jeunes et la formation professionnelle lié à la mise en œuvre des interventions sur l'éducation et l'employabilité a permis de créer plus de 1,700 opportunités d'emploi dans différents secteurs et un support à la création d'emploi pour 30,000 personnes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Cependant, des limitations budgétaires n'ont permis de toucher qu'un nombre limité des jeunes principalement

¹https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/djibouti_scape-francais.pdf

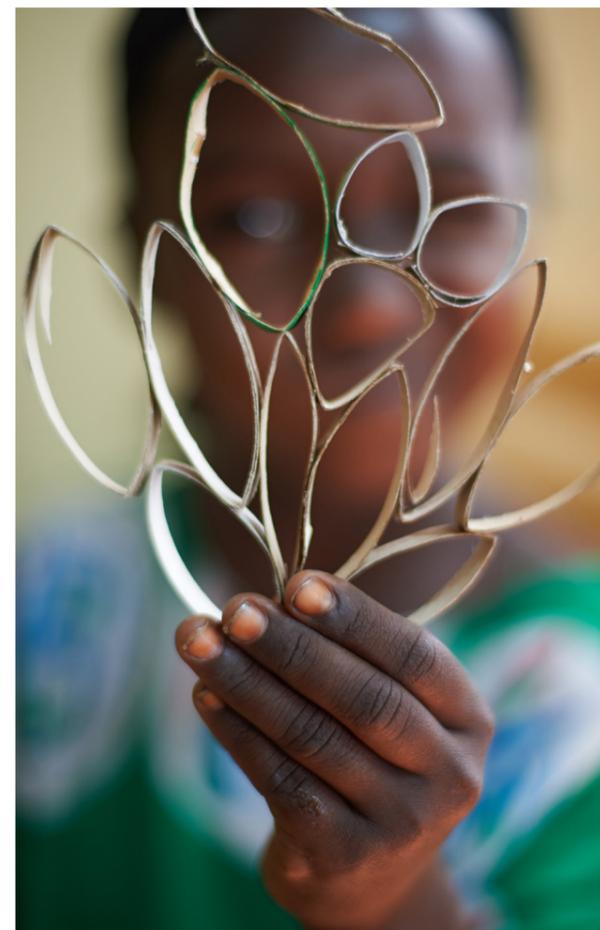
à travers des projets-programmes pilotes. L'efficacité des actions liées à l'éducation et l'employabilité pourrait être améliorée à travers la mise en place d'une plateforme de coordination de la formation professionnelle et de la création d'emploi inclusive qui réunit les acteurs du secteur privé et du secteur public et qui permettra d'adapter les compétences des apprenants aux besoins du marché de travail, et ouvrir plus d'opportunités, particulièrement pour les jeunes, des femmes et les personnes plus vulnérables.

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, le SNU a mis comme priorité le renforcement des politiques et stratégies à l'endroit des enfants les plus vulnérables tel que les enfants à besoins spéciaux, les enfants de la rue et les enfants dans les sites d'accueil des réfugiés, en apportant de l'appui technique et financier directs au niveau des écoles et en renforçant les capacités institutionnelles et techniques des différents ministères. Cependant, malgré des résultats notables en termes d'amélioration de l'accès à une éducation de qualité enregistrés ces dernières années (taux brut de scolarisation au primaire passé de 75% en 2010/2011 à 89,01% en 2017/2018), une étude sur les enfants en dehors de l'école réalisée en 2018 montre que 17,3% (19,3% filles) des enfants en âge du primaire (6-10 ans) restent en dehors de l'école. Des politiques et stratégies ciblées seront élaborées pour augmenter l'accès à l'éducation de qualité. Plus de 38,000 kits scolaires individuels ont été distribués parmi les élèves, et 5.3 millions des repas scolaires ont été

fourni pour assurer un meilleur accès à l'éducation. Le secteur de la santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement (EHA) a bénéficié d'une plus grande mobilisation des ressources en 2018 avec 17,88 millions USD. Du point de vue du renforcement institutionnel, des efforts ont été déployés à travers l'élaboration du nouveau Plan National de Développement Sanitaire 2019-2023 qui sera aligné sur les ODD et qui prendra en compte le Pacte Mondial sur la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) 2030. Des vastes campagnes de vaccination contre la polio et la rougeole ayant permis de protéger environ 120 000 enfants ont été également menées, des médicaments et équipement pour assurer les soins de différentes maladies - y compris pour le traitement pour plus de 25 000 patients atteints de paludisme, 4 700 personnes vivant avec TB et VIH - et médicaments essentiels pour plus de 210 000 mères et enfants ont été aussi délivrés. Dans le secteur de la nutrition, plus de 5 500 enfants malnutris ont été soignés avec le support des agences onusiennes, et quelques 2 700 individus ont participé à des séances de formation dans ce domaine. Toutefois, des retards dans la signature de certains accords ont créé du retard, voire l'annulation de certaines activités dans le domaine santé et nutrition. Les interventions dans le secteur de l'eau ont pu assurer l'accès à l'eau pour 50 000 personnes, à des latrines améliorées pour 19 300 personnes et à des séances de sensibilisation sur l'hygiène pour 75 000 personnes - la plupart à travers de fonds d'urgence. Cependant, des défis persistent en termes d'accès à des données de qualité pour une prise des décisions à temps dans le domaine de la santé et de l'eau.

Dans le cadre de la protection sociale et la protection des groupes vulnérables, le SNU a apporté son appui direct à presque 29 000 réfugiés et demandeurs d'asile et 3 400 migrants à travers la fourniture des différents services. De plus, 41 000 personnes ont été formés sur l'abandon des Mutilations Génitales Féminines (MGF), y compris des jeunes et des leaders religieux. Quelques 10 000 enfants de la rue ou en situation de mouvement ont aussi bénéficié de services de protection sociale et 52 000 personnes vulnérables ont reçu une ration alimentaire ou un 'cash transfert' à travers le soutien du SNU aux entités gouvernementales. Des documents stratégiques tel que le plan national d'orientation de la protection de l'enfant, l'actualisation de la loi sur l'enregistrement des naissances et l'élaboration des décrets d'application du Code de Protection de l'Enfance, ainsi que le plan d'action pour le 'Comprehensive Refugee Response Framework' (CRRF) ont été au centre des interventions. Ce secteur met en lien plusieurs acteurs et les défis en termes de coordination des appuis fournis doivent être renforcés pour une meilleure synergie.

Le SNU a apporté également son appui dans le renforcement de l'environnement et des institutions de la bonne gouvernance à travers des plaidoyers (i) pour la ratification de la Convention relative aux droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille ; (ii) pour la Convention sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et (iii) enfin, en faveur de la mise en place d'un mécanisme national de suivi des



Le Système des Nations Unies à Djibouti contribuera ainsi à assurer que personne ne soit « laissé de côté » et accélérer les progrès vers les principales cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD), et les priorités inscrites dans le plan national SCAPE.

rapports conformes aux normes des droits de l'homme. Presque 200 personnels de différents ministères ont été formés en suivi et évaluation dans différents secteurs, 14 500 cartes de réfugiés /attestations ou demandes d'asile ont été délivrés ou renouvelés et 124 affaires judiciaires ont été jugées dans les régions grâce aux audiences foraines que le SNU a appuyé.

Pour le renforcement de la résilience des populations face au changement climatique et la promotion du développement régional équitable, le SNU a appuyé le gouvernement pour la construction et la réhabilitation de forages, de barrages, de retenues d'eau ainsi que l'aménagement de 203 hectares de périmètres agricoles et de systèmes d'irrigation ciblant 15 000 personnes. Environ 30 000 agro-pasteurs ont été appuyés dans leurs activités agricoles et d'élevage afin de renforcer leurs capacités de production et leur résilience au changement climatique. Cependant, Djibouti est un pays avec un climat aride et semi-désertique qui est très sensible à la sécheresse et à la rareté de l'eau, ce qui rend plus vulnérables les communautés. Le développement du secteur agricole djiboutien demeure largement entravé par les conditions climatiques particulièrement difficiles.

En termes de positionnement stratégique du SNU dans la coopération avec la République de Djibouti, les agences du SNU ont établi des partenariats innovants dans des secteurs où la présence de l'ONU était moins visible, y compris avec le secteur privé, en privilégiant l'atteinte des ODD. Ce faisant, le SNU a contribué au-delà de ses avantages comparatifs au renforcement et à la consolidation de Djibouti comme plateforme logistique régionale incontournable dans la Corne de l'Afrique. Notamment par l'intermédiaire d'une contribution technique substantielle aux Foires commerciales organisées par les institutions nationales représentatives du secteur privé djiboutien telles que la Chambre de Commerce de Djibouti.

Le SNU a aussi été activement engagé dans la réponse humanitaire, à travers des interventions ciblant les populations touchées par des catastrophes naturelles, telles que la Tempête Tropicale 'Sagar' en Mai 2018, ainsi que les défis résultant des situations difficiles dans les pays voisins, qui ont causé le déplacement de réfugiés et migrants. Djibouti, consistant dans sa tradition d'accueil, a mis en place les instruments pour respecter les promesses faites dans les forums internationaux, particulièrement celles liées à l'intégration des réfugiés dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la santé et l'emploi. L'année 2018 a été également marquée par des épidémies du paludisme, de la diarrhée aqueuse aiguë (AWD) et de la Dengue qui ont entraîné des situations nécessitant une réponse humanitaire. En 2018, le SNU Djibouti a apporté un appui humanitaire à plus de 210 000 personnes (79% femmes, 42% enfants) aussi bien dans le domaine de la santé, du EHA (WASH), de la protection, de l'éducation et de la sécurité alimentaire. Le SNU à Djibouti a aussi continué à fournir un soutien aux opérations humanitaires au Yémen, en Éthiopie et au Sud Soudan surtout dans la logistique de transport de passagers par avion (plus de 9 300 personnels) et par bateau, et d'aide humanitaire (226 281 tonnes de cargaison).

Plusieurs efforts ont été menés pour avancer la coordination au sein du SNU, et avec les partenaires, y compris des activités 'pilotes' inspirées de la réforme du **Système de Développement des Nations Unies (UNDS)** dès 2018.

Dans ses réunions mensuelles, **l'équipe pays des Nations Unies (UNCT)** composée des chefs d'agences présentes à Djibouti, s'est focalisée sur des sujets d'intérêt commun tels la réforme du système de développement des Nations Unies ainsi que sur les progrès des différents groupes résultats du PNUAD. D'autres réunions ad hoc ont eu lieu sur diverses thématiques telles que l'assistance humanitaire (notamment durant le cyclone Sagar), la préparation du premier rapport UN pour la Revue Périodique Universelle (droits humains), et pour s'engager avec les missions de haut niveau (DPA, OCHA, UNICEF, OMS, PAM, OIM, etc.). Le cadre de coordination annuelle de l'UNCT a été élaboré conjointement de manière coopérative et collaborative.

L'UNCT a procédé à la vulgarisation et la diffusion du PNUAD aux partenaires nationaux concernés, y compris au niveau régional et local (conseils régionaux) ainsi que la communauté des donateurs, la société civile et le secteur privé. En octobre 2018, l'équipe du SNU s'est réunie avec les partenaires du Comité de Pilotage du PNUAD. La réunion a été co-présidée par le Secrétaire Général du MAECI et la Coordinatrice Résidente (RC) du SNU à Djibouti. Les membres du gouvernement, représentants de l'Assemblée nationale et de la société civile ont pu nous aider à faire un premier bilan de l'année en cours. Les Chefs de file des groupes de résultats du PNUAD 2018/2022, ont mis en exergue les résultats significatifs obtenus en 2017 et 2018, les contraintes rencontrées, les opportunités, les recommandations et les priorités pour l'année en cours et au-delà.

L'année 2018 a été marquée par la mise-en-œuvre de mécanismes de coordination autour des priorités identifiées dans le PNUAD, et une expansion du partenariat. Pour assurer la redevabilité et un suivi adéquat, deux responsables d'agences ont été appelés à co-présider chacun des quatre groupes de résultats et des trois groupes techniques. Les groupes ont établi leurs plans de travail et leurs termes de référence (TDR) dans les six premiers mois de l'année à travers un processus consultatif. Alors que certains groupes ont considérablement progressé dans la promotion et la cohérence du travail en commun, d'autres ont pris du retard.

Même si l'UNCT n'a pas été en mesure de finaliser le Business Operating Strategy (BOS) 2018/2022, il est planifié comme un point urgent pour le plan de travail de l'Opération Management Team (OMT) 2019. Cependant, plusieurs autres activités entrant dans le champ d'application de l'OMT ont été mises en œuvre, parmi lesquelles l'enquête menée par la International Civil Service Commission (ICSC) sur le coût de la vie. D'autres enquêtes ont été lancées et sont toujours en cours, notamment les enquêtes Daily Subsistence Allowance (DSA) et sur le salaire du personnel. Bien que l'équipe de pays des Nations Unies n'ait pas de programme commun des ressources humaines, elle a renforcé son approche commune en produisant un rapport commun sur la situation de ressources humaines à

Djibouti pour l'exercice de 2018.

Le groupe Communication et Plaidoyer a été particulièrement actif, grâce à l'engagement des deux Co-leads – UNICEF et UNHCR – et a garanti un support substantiel à l'UNCT à travers des activités identifiées comme prioritaires dans son plan d'action, y compris dans les journées internationales thématiques (Journée internationale de la Femme, Journée internationale des Droits de l'Homme, Journée des Nations Unies, etc.), à travers des médias sociaux (page Facebook, Twitter) et la production du premier rapport annuel sur les activités des Nations Unies (2017) et son premier bulletin mettant en évidence les principales activités conjointes mises en œuvre en 2018.

La promotion de **l'Agenda 2030** et des **ODD** a continué sous forme d'un suivi de la mission 'Mainstreaming Acceleration and Policy Support' (MAPS) de 2016 qui a aussi soutenu l'élaboration de la revue à mi-parcours de la SCAPE. Un groupe UNCT sur les ODD a timidement commencé son travail, et certaines agences des Nations Unies ont aidé le gouvernement à prendre des mesures globales concernant certains objectifs, tels que la revue stratégique de l'ODD 2, soutenue par le PAM, et l'ODD 4 soutenue par l'UNICEF et l'UNESCO.

Le travail sur le genre et la prévention des abus sexuels (PSEA) a été appuyé par le déploiement d'une experte en genre (GenCap) qui a aussi mis en place un réseau de points-focaux de tous les organismes des Nations Unies sur le genre et a élaboré un projet de stratégie sur le sujet. L'UNCT a aussi organisé des séances de sensibilisation et de formation sur le genre et le PSEA à l'intention de tout son personnel.

Dans le domaine des Droits Humains, l'UNCT a préparé son premier rapport présenté à l'Examen Périodique Universel (EPU) et a fourni un appui adéquat au mécanisme national, y compris à la Commission Nationale des Droits de l'Homme, avec le support conjoint de l'OHCHR, du PNUD, de l'UNICEF et du FNUAP, en étroite collaboration avec l'Organisations Internationale de la Francophonie (OIF). Ces différents appuis incluent le déploiement d'expertise internationale pour aider à réformer les normes et les modalités opérationnelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) afin de se conformer aux principes de Paris, l'élaboration d'un plan d'action triennal et l'amélioration des capacités de communication de la CNDH avec un site web dédié.

L'UNCT a fourni au secrétariat de coordination de l'aide géré par le ministère des Finances et le MAECI les données financières et programmatiques demandées. D'autres données ont été mises à disposition des ministères concernés, à travers des groupes thématiques actifs, tels que celui sur la sécurité alimentaire (cogéré par le Ministère de l'Agriculture et la FAO) et sur l'éducation (Ministère de l'Éducation et l'UNICEF) ou le mécanisme IPC.

Les activités de collecte de fonds menées conjointement par l'UNCT ont été limitées. Bien qu'aucune stratégie de collecte de fonds pour le PNUAD n'ait été approuvée, un projet de stratégie commune de mobilisation des ressources a été élaboré.

1 Principes approuvés par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1993 concernant le statut et le fonctionnement des institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme.

CHIFFRES CLÉS 2018



128 000
PERSONNES FORMÉES
ET/OU SENSIBILISÉES
(DONT 13 000 JEUNES)



+28 000
REFUGIÉS ET
DEMANDEURS D'ASILE
ASSISTÉS



1 700
CRÉATIONS D'EMPLOI
ET INSERTION
PROFESSIONNELLE



50 000
PERSONNES ONT EU
ACCÈS À L'EAU



5 300 000
REPAS SCOLAIRES
DISTRIBUÉS



120 000
ENFANTS VACCINÉS
CONTRE LA POLIO
ET LA ROUGEOLE



210 000
MÈRES ET ENFANTS
ONT BÉNÉFICIÉ DE
MÉDICAMENTS
ESSENTIELS



+300 000
MOUSTIQUAIRES
IMPRÉGNÉES
DISTRIBUÉES



10 000
ENFANTS
VULNÉRABLES*
ONT BÉNÉFICIÉS DE
SERVICE DE
PROTECTION SOCIALE



+29 000
TRAITEMENTS
DISTRIBUÉS
(PALUDISME, VIH, TB)



3 400
MIGRANTS
ASSISTÉS



41 000
PERSONNES FORMÉES
SUR LES MUTILATIONS
GÉNÉTALES FÉMININES



38 000
KITS SCOLAIRES
DISTRIBUÉS



52 000
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE RATIONS
ALIMENTAIRES OU
CASH TRASFERT



30 000
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE SUPPORT
À LA PRODUCTION
AGRICOLE ET À
L'ÉLEVAGE



19 300
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE
CONSTRUCTIONS DE
LATRINES

* Enfants en situation de rue ou de mouvement.

MOBILISATION ET MISE-EN OEUVRE DES RESSOURCES NATIONS UNIES DJIBOUTI

Le SNU a élaboré une planification des ressources qui s'élève à 84,6 millions USD nécessaires en 2018, accordant 73,9 millions USD au développement soit 87% et 10,7 millions USD à l'action humanitaire, soit 13%. Un montant de 55,4 millions USD soit 65% des ressources nécessaires a été mobilisé, contre que 50% mobilisé en 2017. Ce montant est réparti entre les activités liées à l'UNDAF, à 46,5 millions USD (84%), et celles liées à l'action humanitaire, à 8,9 millions USD (16%).

En 2018, treize grands donateurs « traditionnels » ont généreusement contribué aux efforts de l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti, fournissant environ 54% (soit

29,6 millions USD) du financement reçu par les agences. Environ 30% des activités ont été financés à travers des fonds internes des différentes agences des Nations Unies (14,7 millions USD) en 2018 soit le double du montant investi en 2017 (6,7 millions USD). Environ 18 % (soit 9,9 millions USD) des ressources reçues au cours de l'année 2018 ont été collectés grâce aux fonds « thématiques » ou « verticaux » auxquels de nombreux Etats membres et du secteur privé contribuent et qui sont gérés par différents agences des Nations Unies.

Figure 1: Budget total planifié pour les Nations Unies à Djibouti (inclu les activités de développement et d'humanitaire) - (USD) 2018



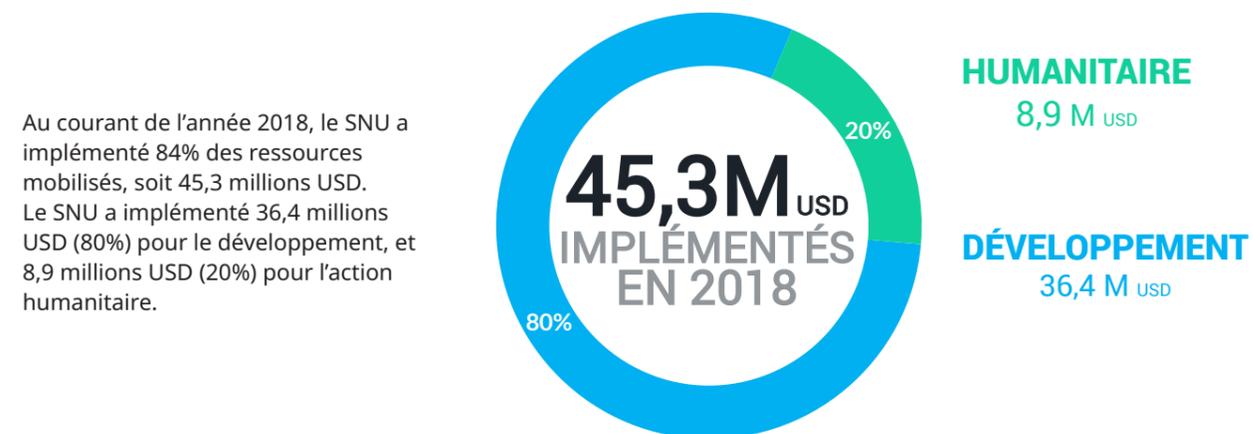
Figure 2: Budget total mobilisé pour les Nations Unies Djibouti (USD), 2018



Tableau 1: Budget total mobilisé par bailleurs pour les Nations Unies Djibouti (USD), 2018

BAILLEURS	DEVELOPPEMENT		HUMANITAIRE		TOTAL GLOBAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	27%
Etats Unies	10 552 110	23%	4 290 028	49%	14 842 138	27%
Agences SNU	14 075 496	30%	710000	8%	14 785 496	18%
Fonds thématiques	9 920 292	21%	-	-	9 920 292	11%
Union Européenne	6 128 899	13%	-	-	6 128 899	6%
Multilatéral	1 487 775	3%	1670269	19%	3 158 044	3%
Danemark	1 500 000	3%	-	-	1 500 000	2%
CERF	-	-	1020000	12%	1 020 000	2%
Canada	534 122	1%	349555	4%	883 677	1,2%
Belgique	640 000	1%	-	-	640 000	1,1%
Koweït	-	-	600600	7%	600 600	1,1%
Japon	588 632	1%	-	-	588 632	0,5%
Arabie Saoudite	252 082	1%	46783	0,54%	298 865	0,50%
Banque Mondiale	274 193	1%	-	-	274 193	0,38%
Italie	211 128	0,45%	-	-	211 128	0,30%
Allemagne	166 590	0,36%	-	-	166 590	0,25%
France	137 919	0,30%	-	-	137 919	0,08%
Australie	43 956	0,09%	-	-	43 956	27%
TOTAL	46 513 197	100%	8 687 235	100%	55 200 433	100%

Figure 3: Budget total mis-en-oeuvre par les Nations Unies Djibouti (USD), 2018



Au courant de l'année 2018, le SNU a implémenté 84% des ressources mobilisés, soit 45,3 millions USD. Le SNU a implémenté 36,4 millions USD (80%) pour le développement, et 8,9 millions USD (20%) pour l'action humanitaire.

MOBILISATION DES RESSOURCES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT 2018

En 2018, un montant de 73,9 millions USD a été planifié pour le développement (PNUAD). Les efforts de plaidoyer du SNU ont mobilisé 46,5 millions USD, soit 63% des ressources planifiées, laissant ainsi un déficit de 27,4 millions USD, soit 37% seulement.

Figure 4: Ressources nécessaires pour les activités de développement (USD), 2018



Figure 5: Budget reçu par agences pour les activités de développement (USD), 2018

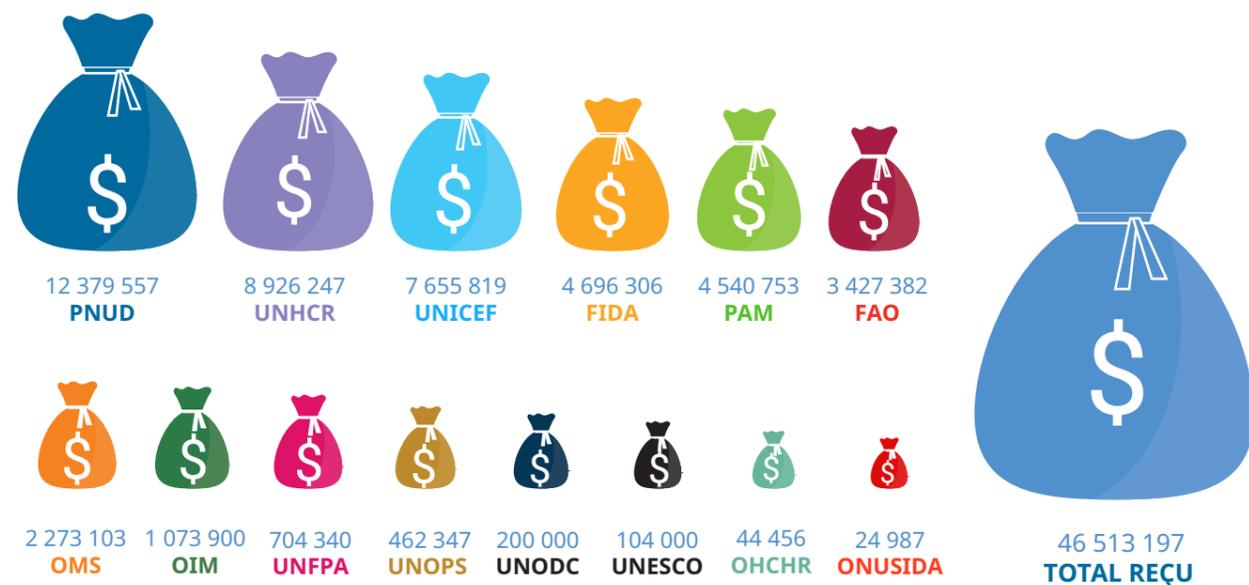


Figure 6: Contributions par bailleurs pour les activités du PNUAD (USD), 2018

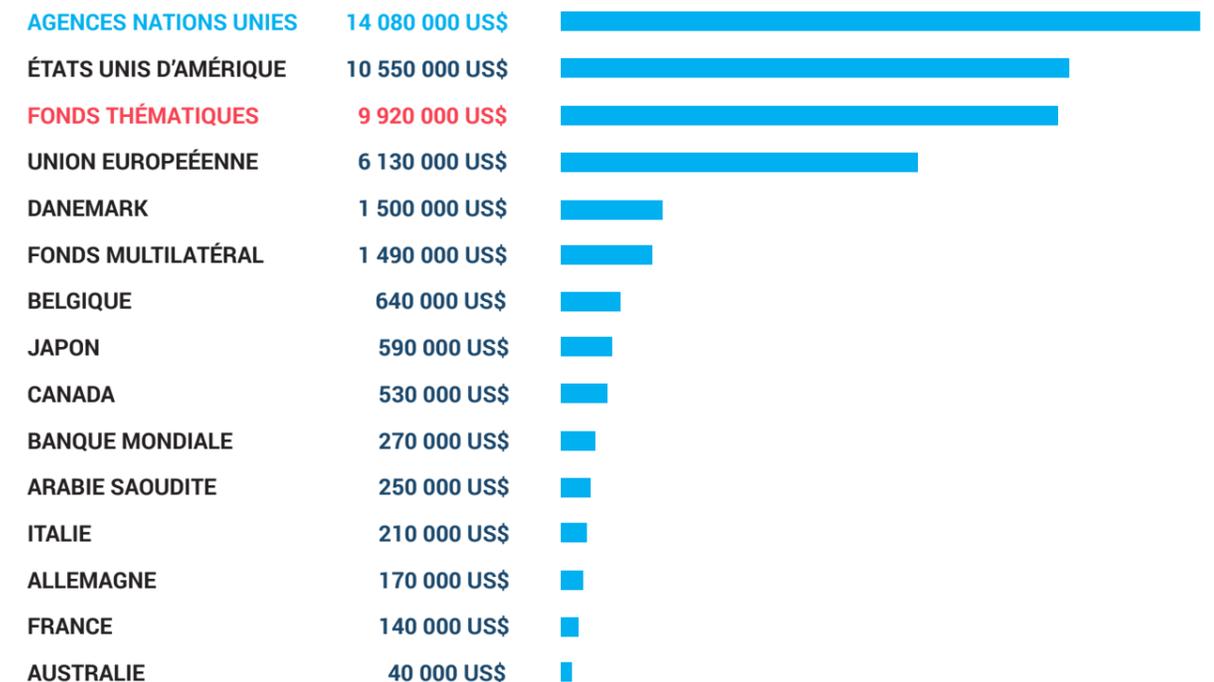
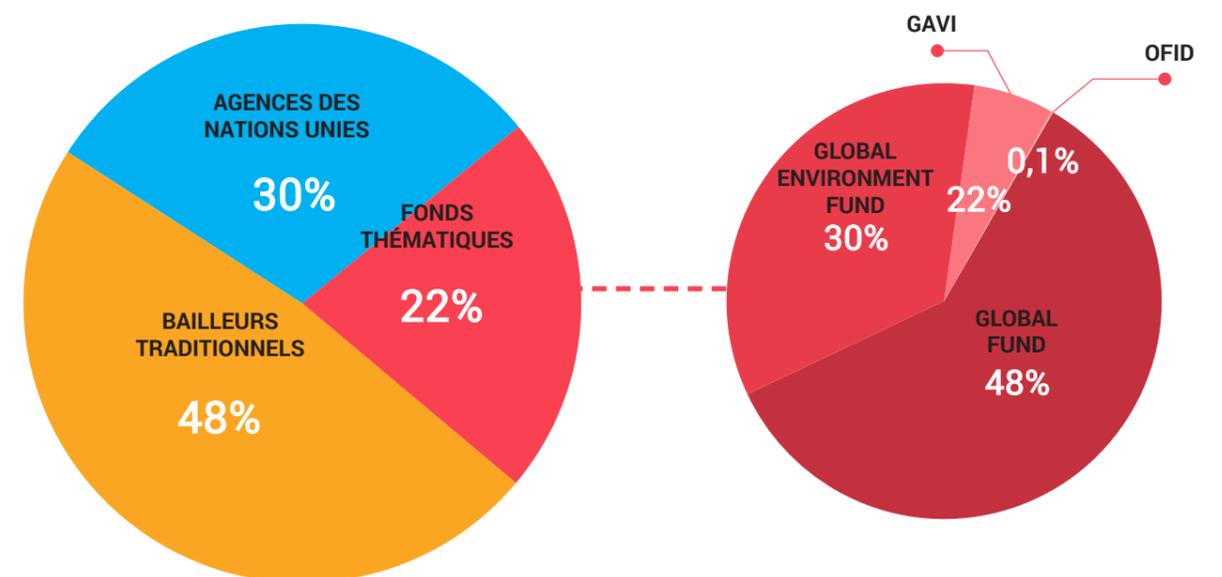


Figure 7: Contributions pour les activités du PNUAD par type de bailleurs (USD), 2018



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT 2018

Le SNU a mis-en-oeuvre 84% des ressources mobilisés, soit **36,4 millions USD**. Le secteur ayant bénéficié du plus grand montant dépensé en 2018 est celui de la santé, nutrition et eau avec 14 millions USD suivi de celui du renforcement de la résilience des communautés face au changement climatique avec 10,4 millions USD investis. L'UNHCR, le PNUD, UNICEF et le FIDA ont mis-en-oeuvre 74,68% des ressources dépensées, soit 27,17 millions USD.

Figure 8: Budget total mobilisé par l'UNCT pour les activités de développement (USD), 2018



Figure 9: Budget reçu et mis-en-oeuvre par agences pour les activités de développement (USD), 2018

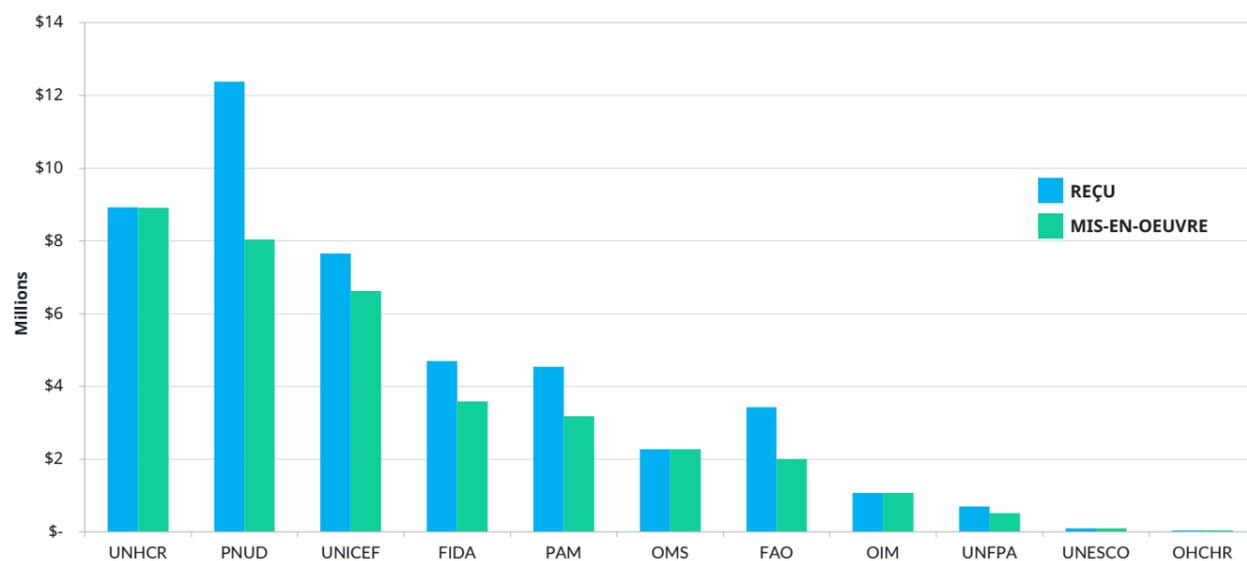
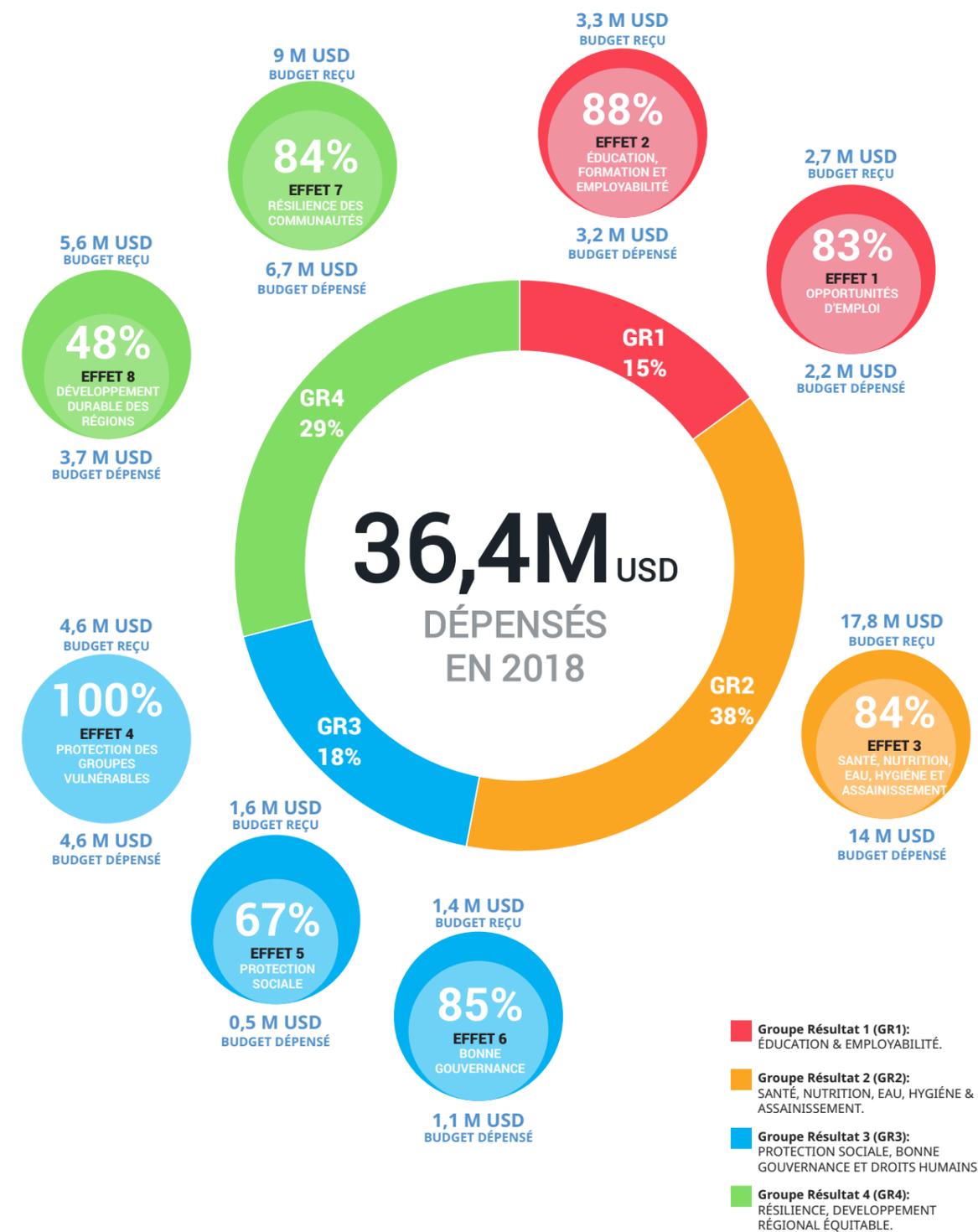


Figure 10: Répartition des ressources par Groupe Resultats (GR) et effets (USD), 2018



GROUPE RESULTAT 1

ÉDUCATION ET EMPLOYABILITÉ

Lead:
UNICEF.
Agence participantes:
AO, OIM, PAM, PNUD,
UNESCO, UNICEF,
UNHCR, UNOPS



En 2018, les agences du SNU participant au RG1 ont apporté des contributions significatives dans l'atteinte de l'ODD4 relative à l'éducation et l'ODD8 relative au travail décent et à la croissance économique. La collaboration entre les différentes agences a été particulièrement remarquable autour de :

- La scolarisation et l'inclusion dans le système éducatif national - y inclus la formation professionnelle des enfants réfugiés (75 formés dans les domaines de l'électricité, de la construction, de la mécanique et conduite automobile);
- L'amélioration de l'accès au marché du travail, y inclus pour les réfugiés; la mise en place des jardins scolaires et des cultures hydroponiques;
- L'amélioration de la coordination autour de la formation professionnelle et les compétences de vie;
- Les études appuyées par le SNU en 2018 permettront l'élaboration de stratégies pour améliorer l'accès à l'éducation pour différentes catégories d'enfants et de jeunes.

Contraintes budgétaires (43% du budget planifié reçu en 2018 pour le RG1) ont limité la mise en œuvre d'interventions sur l'éducation et l'employabilité, particulièrement

les programmes pilotes dans le domaine de la formation et l'insertion professionnelle, ne permettent de toucher qu'un nombre très limité de jeunes dans un contexte où les besoins sont significatifs.

Ce constat met en exergue l'importance pour les agences du SNU de s'engager davantage dans les analyses des allocations budgétaires publiques allouées à ce secteur afin de soutenir les partenaires gouvernementaux d'en accroître la qualité et l'efficacité.

Le Groupe Local des Partenaires de l'Éducation, cogéré par le MENFOP et l'UNICEF, a prouvé son importance en tant que plateforme stratégique dans le secteur. Le groupe de travail sur l'employabilité regroupant le SNU et les bailleurs actifs dans le domaine a permis une meilleure synergie des interventions. La coordination pourrait encore être renforcée à travers la mise en place d'une plateforme de coordination autour de la formation professionnelle, avec la participation du secteur privé, qui pourrait soutenir les efforts visant à adapter les compétences des apprenants aux besoins du marché.

CHIFFRES CLÉS



MESSAGES CLÉS

POUR LE GOUVERNEMENT :

- Accélérer les actions en faveur de l'accès à l'éducation de qualité - formelle et non formelle pour les 20,6% d'enfants qui restent en dehors de l'école, y inclus les enfants issus des quartiers les plus pauvres ; ceux qui vivent en milieu rural, notamment les filles et les nomades ; les enfants à besoins spécifiques et les sans-abris ; ceux sans état civil et les réfugiés/déplacés.
- Assurer un curriculum de formation adéquate aux nécessités du marché de l'emploi.
- Assurer la reconnaissance des documents des réfugiés par les services publics et le secteur privé.

POUR LES PARTENAIRES :

- Accompagner le processus d'inclusion des réfugiés dans le système éducatif national, l'accès à la formation professionnelle et au marché de l'emploi.

* L'école de la seconde chance accueille chaque année des jeunes filles et garçons déscolarisés ou exclus du système scolaire classique pour leur donner l'opportunité de poursuivre leur cursus scolaire.

EFFET 1: OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

En partenariat avec les acteurs étatiques chargés de la promotion du développement des adolescents, de la formation professionnelle et de l'emploi, y inclus le Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports (SEJS), le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP), l'Office Nationale de l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés (ONARS), la Chambre de Commerce (CCD), le Ministère du Travail, et en collaboration avec le secteur privé et associatif, le SNU a apporté des contributions importantes au cours de l'année 2018 dans le renforcement des capacités des jeunes et adolescents à faire face aux défis du marché de travail et la modélisation des approches de formation professionnelle.

Un total de 4 059 adolescents, jeunes et femmes, y inclus les réfugiés, ont reçu un support dans le domaine de l'insertion professionnelle en 2018 à travers des interventions des agences du RG1. Un noyau de 256 adolescents et jeunes (15-24 ans) ont reçu une formation comme pairs éducateurs afin de pouvoir animer des séances de compétences de vie qui a déjà bénéficié 3 500 adolescents et jeunes dans leurs communautés. 10 personnels des ONG partenaires et du SEJS en charge des programmes adolescents ont été aussi formés sur l'engagement des adolescents pour accompagner cette initiative. Un autre groupe de 18 jeunes djiboutiens ont été formés et placés dans une grande entreprise agroalimentaire au Canada avec l'appui de l'OIM et dans le cadre d'un projet pilote de migration circulaire. Le projet Appui à l'Emploi des Jeunes a permis à 140 jeunes (70 filles et 70 garçons) d'être recrutés dans des entreprises de la place après avoir effectué un stage de huit mois. Dans les régions, 136 femmes

artisanes ont reçu des matières premières, des formations en design moderne, un programme d'alphabétisation, de transformation du lait en fromage ainsi que des opportunités d'accès au marché pour l'écoulement des produits artisanaux ainsi que l'organisation en coopératives. Des actions spécifiques ciblant les réfugiées et des communautés hôtes, ont permis le lancement d'un programme pilotes d'apprentissage pour 138 jeunes dans l'électricité bâtiment, la pêche, la conduite et la création de start-up. Ce programme a permis de financer 40 micro-entreprises en faveur de 80 jeunes à Djibouti-Ville et la remise de 23 start-ups kits en électricité-bâtiment aux bénéficiaires de la formation professionnelle. 25 kits pour adolescents ont été remis à 6 CDC et 3 ONG pour un meilleur encadrement des jeunes dans les quartiers.

Les agences du SNU intervenant dans cet effet, ont appuyés le gouvernement dans la création de 567 opportunités d'emploi pour les jeunes, les réfugiés et les femmes dans le domaine de la mécanique, de l'électricité, agro-élevage, de micro-entrepreneuriat, de l'artisanat et de l'agriculture. Le RG1 a appuyé le MENFOP dans le processus d'intégration des compétences de vie ainsi que des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Éducation (TICE) dans le curriculum de l'enseignement fondamental. À la suite de l'évaluation des compétences des 20 professeurs des écoles techniques de Djibouti en transport et logistique, un plan d'action pour améliorer les connaissances des professeurs et optimiser les formations professionnelles, a été mis en place, pour exécution en 2019. Une évaluation des infrastructures du centre de formation logistique et transport du MENFOP de Balbala



a permis l'élaboration d'un plan de réaménagement budgétisé afin d'opérationnaliser ce centre le plus vite possible. Quatre cadres du MENFOP, de l'ONARS, et de la société civile ont été formés dans le domaine de l'inclusion des réfugiés dans le système éducatif national et le Système de Gestion des Informations sur l'Éducation des Réfugiés (REMIS/EMIS).

Le RG1 a soutenu l'élaboration d'une stratégie de livelihoods sur la base d'un exercice de profilage professionnel et des projets et activités génératrices de revenus ; ainsi que la politique nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle développée par le MENFOP ; et une étude sur les besoins de marché pour les populations vulnérables.

L'engagement du SNU a permis le renforcement de l'action stratégique du Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (GLPE) et la mise en place d'un cadre de concertation entre les acteurs étatiques et non-gouvernementaux impliqués dans le développement des adolescents. Un groupe technique incluant les agences des Nations Unies et bailleurs actifs dans le domaine de l'employabilité a été mis en place et s'est réuni régulièrement pour échanger les informations et harmoniser les interventions.

MOBILISATION DES RESSOURCES

Au sein du SNU, le groupe des cinq agences engagées dans le RG1 au moment de l'élaboration du PNUAD s'est étendu et maintenant est composé de sept entités actives dans le domaine, pour donner suite à la nécessité perçue d'assurer une meilleure coordination de l'action des Nations Unies dans le cadre de la réalisation de l'agenda 2030. Seulement 50% des fonds nécessaires pour réaliser les activités prévues au cours de l'année 2018 ont été mobilisés, et uniquement deux agences (PNUD, OIM) ont reçu le 100% des ressources nécessaires, tandis que deux agences (UNESCO et PAM) n'ont vu aucune de leurs activités financées. Ceci a eu un impact sur l'habileté du SNU de contribuer d'une forme plus substantielle dans ce domaine, qui reste prioritaire, et aller au-delà de projets pilotes. Les Etats Unis et les agences des Nations Unies sont le plus grand contributeur pour l'effet 1 avec 1,82 millions USD suivi des bailleurs tel que le Japon et la Belgique.



Figure 11: Budget mobilisé - Effet 1 (millions de USD), 2018.

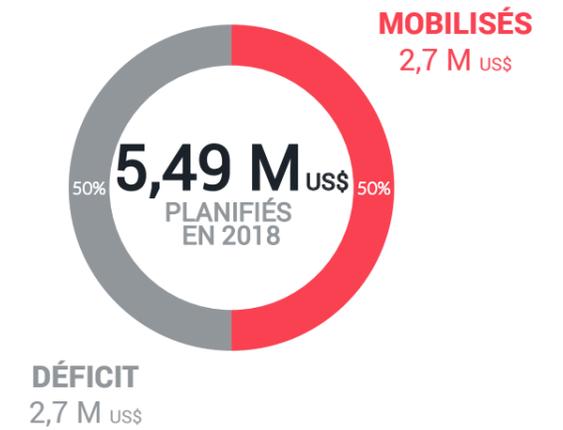
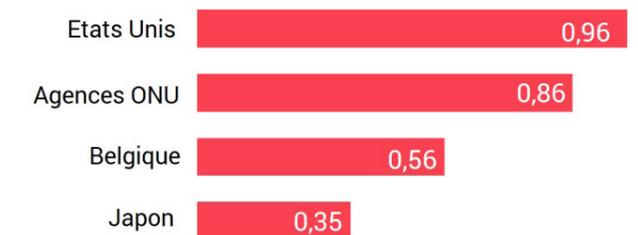


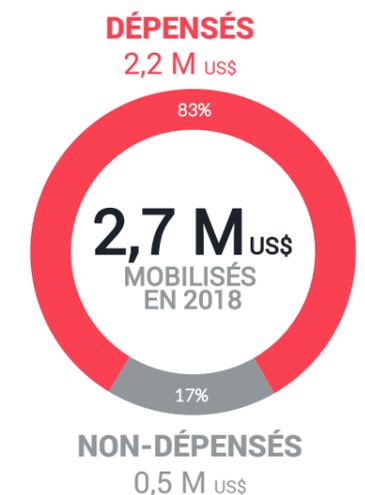
Figure 12: Contributions par bailleur - Effet 1 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-ŒUVRE DES RESSOURCES

Sur 2,7 millions USD mobilisés par les agences pour mettre en œuvre les activités de création des opportunités d'emploi, 2,2 millions USD ont été investis soit 83%.

Figure 13: Budget dépensé - Effet 1 (millions de USD), 2018.



EFFET 2: ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOYABILITÉ

En 2018, le SNU a apporté un appui direct visant à favoriser l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables d'âge préscolaire, primaire et secondaire, y compris les enfants à besoins spéciaux ainsi que les enfants réfugiés. Ceci s'est réalisé à travers la distribution de matériel éducatif aux garderies communautaires, l'achat de kits scolaires pour 38 000 enfants, l'appui à la scolarisation de 4066 enfants réfugiés sur les sites de Ali Addeh (3071), Holl Holl (753) et Markazi (242) ainsi que l'appui aux cantines scolaires en milieu rural. Au-delà du système formel, le SNU a collaboré avec la Diocèse de Djibouti pour offrir une éducation de seconde chance à plus de 750 filles et garçons non scolarisés. Le SNU a aussi fourni une assistance technique au MENFOP pour la mise en œuvre le programme « Student Training for Entrepreneurial Promotion » (STEP), qui permettra à 50 étudiants de bénéficier d'une formation professionnelle et d'un fond de démarrage pour la création de petites entreprises.

Dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement, 29 éducateurs de 29 garderies communautaires ont été formés sur le développement de la petite enfance en partenariat avec le Ministère de la Femme et de la Famille (MFF) et les capacités de 80 enseignants des écoles en milieu rural ont été renforcées pour une meilleure gestion des classes multigrades, en collaboration avec le MENFOP. Dans le cadre d'un partenariat entre le SNU et le MENFOP pour la mise en place d'un parcours de formation professionnelle dans les domaines de la logistique et du transport, l'année 2018 a vu le démarrage des formations de 14 formateurs par une évaluation du niveau des formateurs et le développement d'un plan de formation qui sera mis en œuvre en 2019.

Dans les villages de réfugiés d'Ali Addeh, Holl Holl et Markazi, le SNU a appuyé la construction des cinq salles de

classes et la réhabilitation de deux écoles, la production de manuels scolaires, la confection des uniformes scolaire, ainsi que le paiement des primes des enseignants réfugiés, bénéficiant un total de 4 000 élèves. Le SNU a aussi appuyé le MENFOP pour la construction de quatre foyers améliorés et de deux abris dans deux écoles rurales et l'installation solaire dans 29 écoles rurales ce qui permettra la préservation de l'environnement, le bien-être des cantinières et de garantir l'hygiène des aliments. Également, un livret de guide de recette a été élaboré et finalisé, et 200 guides de recette ont été distribués dans 96 écoles. et des Kits IT ont été distribués dans 19 écoles. Les réalisations au niveau de l'appui aux politiques et stratégies concernent des stratégies et la génération d'évidences. Avec l'appui du SNU, le MENFOP a pu élaborer et valider avec l'ensemble des parties prenantes une stratégie pour le sous-secteur du préscolaire et une politique nationale de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ; et réaliser un premier draft de la politique nationale d'alimentation scolaire qui sera validée en 2019. Un état des lieux des dortoirs a été élaboré et validé sous la direction du MENFOP. Les résultats de cette étude, ainsi que ceux de l'étude sur les enfants en dehors du milieu scolaire, permettront la définition de stratégies ciblées pour augmenter l'accès à l'éducation. Le SNU a aussi appuyé le MENFOP à effectuer une analyse de la situation dans 30 écoles rurales et de suivre l'évolution de projets à travers un tableau de bord dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'éducation dans les zones reculées du pays.

Dans le cadre de la cible 7 de l'ODD 4 et pour améliorer la qualité de l'éducation au développement, un groupe de travail chargé d'élaborer la politique en matière d'éducation pour le développement durable a été établi. Comme point de départ, 20 enseignants ont été formés à la mise en œuvre de la politique via dix écoles associées.



MOBILISATION DES RESSOURCES

Seulement 3,3 millions USD, sur les 8,5 USD planifiés par les cinq agences SNU actives dans la réalisation d'activités liées à l'effet 2 ont été reçus, soit 39% des fonds nécessaires. Aucune agence n'a pu mobiliser 100% des fonds planifiés. La plupart des fonds ont été obtenus à travers des sièges des agences des nations unies et grâce à la contribution des bailleurs comme les Etats Unis, le Japon et l'Australie. Certaines agences comme l'UNOPS et l'UNESCO n'ont pas pu mobiliser les fonds planifiés ce qui a eu un impact dans l'atteinte des résultats escomptés.

Figure 14: Budget mobilisé - Effet 2 (millions de USD), 2018.

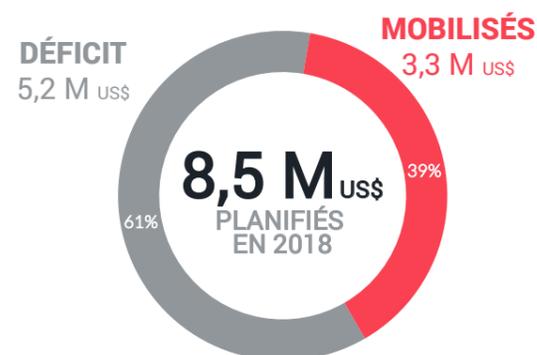
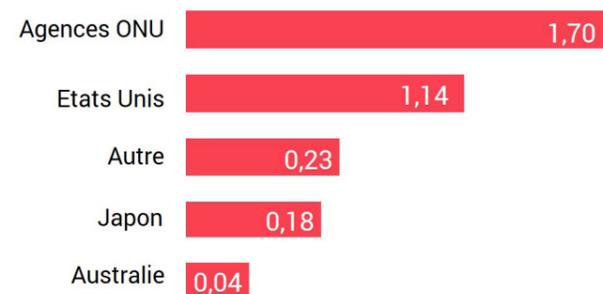


Figure 15: Contributions par bailleur - Effet 2 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES

Sur 3,3 millions USD mobilisés par les agences pour mettre en œuvre les activités d'éducation, formation et employabilité, 3,2 millions USD ont été investis soit 88% du montant implémenté.

Figure 16: Budget dépensé - Effet 2 (millions de USD), 2018.



GROUPE RESULTAT 2 SANTÉ, NUTRITION, EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Lead:
UNICEF.
Agence participantes:
FAO, OIM, PAM, PNUD,
UNESCO, UNICEF,
UNHCR, UNOPS



En 2018, les huit agences du SNU participant au RG2 se sont engagées dans :

- L'élaboration du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2019-2023), incluant l'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) ;
- La surveillance, la préparation et la riposte face aux épidémies et aux urgences de santé ;
- La prévention et la prise en charge du paludisme, de la tuberculose, du VIH et des maladies non transmissibles ;
- Le renforcement de la prévention des maladies évitables par la vaccination ;
- La promotion et la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive (SSR), notamment parmi les adolescents et les jeunes ;
- Le renforcement de l'offre des soins de qualité pour la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- Le renforcement des interventions multisectorielles pour la lutte contre la malnutrition ;
- Le renforcement des capacités du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (EHA) ;
- La fourniture des prestations de santé aux réfugiés et migrants vulnérables.

Parmi les contraintes majeures qui ont été observées dans la mise en œuvre des activités on note le retard de la signature des plans de travail avec le Ministère de la Santé, la limitation des visites de terrain pour la supervision de la qualité des activités, la faible disponibilité des données, le manque de réunions de coordination entre le Ministère de la Santé et les partenaires, limitations budgétaires pour la 'Fin de la Défécation à l'Air Libre' (FEDAL). L'on note aussi la faiblesse dans la coordination institutionnelles pour mener les interventions du secteur EHA.

Quant au financement, les agences engagées dans le RG2 ont pu mobiliser que 56% soit 17,8 millions USD sur 31,9 millions planifiés pour l'atteinte des résultats du groupe. Sur les 17,8 millions mobilisés, les agences du RG2 ont pu implémenter 78% soit 14 millions USD.

CHIFFRES CLÉS



8 800
PERSONNES FORMÉES
DANS LE DOMAINE DE
LA SANTÉ
(NUTRITION, MGF, TB, VIH,
SANTÉ MÈRE/ENFANT)



+119 000
ENFANTS VACCINÉS
CONTRE LA ROUGÉOLE
ET LA POLIO



75 000
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE LA
PROMOTION DES
PRATIQUES
D'HYGIÈNE DE BASE



125 000
CONTRACEPTIFS ET
INTRANTS DE SANTÉ
REPRODUCTIVE
DISTRIBUÉS



+29 000
TRAITEMENTS
DISTRIBUÉS
(PALUDISME, VIH, TB)



21 300
PERSONNES ONT EU
ACCÈS À L'EAU EN
MILIEU URBAIN ET PÉRI-
URBAIN



210 000
MÈRES ET ENFANTS
ONT BÉNÉFICIÉ DE
MÉDICAMENTS
ESSENTIELS



300 000
MOUSTIQUAIRES
IMPRÉGNÉES
DISTRIBUÉS



MESSAGES CLÉS

POUR LE GOUVERNEMENT

- Redynamiser les réunions de coordination avec l'ensemble des partenaires ;
- Mettre en place l'Autorité Nationale de Nutrition – organe de coordination multi-sectorielle pour la nutrition ;
- Renforcer la disponibilité des données de routine de la Santé et la nutrition ;
- Procéder à la création d'un Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles ;
- Permettre une signature rapide des plans de travail ;
- Permettre les visites de terrain par les partenaires à travers des supervisions conjointes et décentraliser la supervision des formations sanitaires pour renforcer le rôle des régions ;
- Soutenir et allouer un budget insuffisant pour l'approche Fin de la Défécation à l'Air Libre (FEDAL).

POUR LES PARTENAIRES

- Fournir une assistance technique et financière pour l'accélération de la Couverture Sanitaire Universelle à travers la mise en œuvre du « Global Health Initiative » ;
- Fournir une assistance technique et financière pour la mise en place de la plateforme DHIS2 ;
- Fournir une assistance technique et financière pour le renforcement la surveillance et la gestion des maladies à potentiel épidémique au regard des risques élevés pour le pays ;
- Continuer à mobiliser des ressources suffisantes pour la mise en œuvre intégrale des différents plans d'action.

EFFET 3 : SANTÉ, NUTRITION, EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

En 2018, le RG2 a fourni un appui au Gouvernement de Djibouti dans le domaine des formulations des politiques et stratégies dans le secteur de la santé. A ce titre, le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2019-2023), en cours de finalisation, a été harmonisé avec les volets santé des ODD, de la vision 2035, avec une orientation vers l'accélération de l'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). La politique nationale de la vaccination a été aussi élaborée. La revue à mi-parcours du Plan Pluriannuel Complet (PPAC) pour le renforcement des couvertures vaccinales a été effectuée avec l'ensemble des partenaires et le Ministère de la Santé. L'évaluation du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) a été réalisée conjointement avec tous les acteurs nationaux et internationaux. À la suite d'une évaluation indépendante, Djibouti a été certifié comme ayant éliminé le tétanos maternel et néonatal. Une évaluation a été conduite dans les cinq régions sanitaires pour effectuer un état des lieux des équipements pour la redynamisation du système de télémédecine. La qualité des données de la vaccination a été évaluée et a conduit à l'élaboration d'un Plan d'amélioration des données du Programme Elargi de Vaccination pour la période 2019-2021. Dans le cadre du renforcement de la lutte contre les Maladies Non-Transmissibles (MNT), une évaluation a été conduite pour identifier les défis et les opportunités pour intégrer aux soins de santé primaires un paquet de soins essentiels pour les MNT. Un plaidoyer a été mené auprès du Ministère de la Santé afin de procéder à la création d'un Programme National de Lutte contre les MNT.

Le plaidoyer pour l'adhésion du pays au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) a été mené et la coordination multisectorielle a été renforcée avec la mise en place d'un comité de coordination autour du projet zéro tolérance pour le retard de croissance financé par la Banque Mondiale impliquant plusieurs secteurs (Affaires Sociales, Agriculture) ainsi que les partenaires bilatéraux (Banque Mondiale, Union Européenne, USAID), le SNU, grâce à un plaidoyer continu. Ça a également permis de mener les premiers pas vers la réalisation d'une enquête SMART dont les résultats permettront de faire les ajustements nécessaires au niveau des stratégies et plans de lutte contre la malnutrition à Djibouti, tout en facilitant un suivi des progrès réalisés jusqu'à ce jour.

Le système de gouvernance a été renforcée à travers la mise à jour du protocole sur les normes du paquet essentiel santé sexuelle et reproductive / mutilation génitale féminine (SSR-MGF) et sa dispensation à l'Institut Supérieur Des Sciences de la Santé (ISSS) avec la formation des sages-femmes sur les méthodes contraceptives. L'initiative « YouthConnect » été lancée à Djibouti avec la participation de 2335 jeunes et adolescents.

De nombreux efforts ont été déployés pour renforcer les capacités techniques du personnel de la Santé, la Nutrition et l'EHA, y inclus du personnel soignant. Au total 917

personnes ont été formés sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (33 médecins et 65 infirmiers), la prévention de la transmission de la mère à l'enfant du VIH (55 sage femmes), la prise en charge pédiatrique du VIH (10 médecins) et la prise en charge des soins du nouveau-né (40 sage femmes). Les capacités des agents de santé sur la prévention et la prise en charge de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes ou allaitante ont été renforcées (166 agents de santé). Pour l'amélioration des couvertures vaccinales 60 agents de santé ont été formés en matière de vaccinologie, logistique de la vaccination et la gestion des chaînes de froid. En ce qui concerne le renforcement des capacités sur les droits reproductifs, en particulier les FGM, il a été procédé à la formation des représentants de la société civile et des journalistes. Ajouté à cela, il faut noter que le personnel du Ministère de la Santé ainsi que des membres du parlement national ont été formés sur la Couverture Sanitaire Universelle (CSU).

Le SNU a fourni 100% des besoins en vaccins traditionnels et du matériel d'injections pour lutter contre les maladies évitables par la vaccination. Une campagne contre la Polio avec 119 487 enfants vaccinés et une campagne contre la rougeole avec 103 184 enfants vaccinés ont été organisés au cours de l'année 2018. Les RG2 a aussi soutenu la mise en œuvre du plan de déploiement de la plateforme d'optimisation de la chaîne de froid avec l'acquisition et l'installation des équipements (80% des postes de santé ruraux avec une chaîne de froid fonctionnelle).

Les activités visant à renforcer l'offre des soins de qualité a été intensifié à travers des interventions à haut impact pour la santé maternelle, néonatale et infantile ainsi qu'à la sécurisation des intrants essentiels avec l'acquisition des vaccins, des médicaments essentiels pour les enfants de moins de 5 ans, des équipements pour la santé maternelle et néonatale ainsi que des tests rapides pour le dépistage du VIH des femmes enceintes. La prévention et le dépistage du cancer du col de l'utérus et du sein chez la femme a été renforcé à travers la formation et la fourniture d'équipements pour les sages-femmes.

La lutte contre les maladies à potentiel épidémique (diarrhée aigüe aqueuse, rougeole et le paludisme) et les urgences de santé a été renforcée à travers une amélioration des capacités de surveillance, de préparation et de riposte. Ceci a été réalisé à travers une mobilisation de ressources, un appui technique international, la fourniture des kits de traitement et de diagnostic, des smartphones pour la surveillance, des kits de traitement et de diagnostic. Au total, en 2018, pour face aux urgences sanitaires 20 000 kits de test du Paludisme, 10 000 pour le choléra, et 10 000 pour la dengue ont été mis à disposition des établissements de santé. La lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH a été renforcée à travers les formations, la sensibilisation, l'achat et la distribution des Moustiquaire Imprégnée à longue durée d'action (MILDA)



l'achat des médicaments, de réactifs, de consommables de laboratoire, et des tests de diagnostic rapide. Le taux des cas de paludisme confirmés traités était de 95%, le taux de succès thérapeutique pour la TB est de 85% pendant que le traitement antirétroviral pour le VIH était de 35%.

Au courant de l'année 2018, 25 319 patients atteints de paludisme ont bénéficié d'un traitement dans les établissements de santé, 2 001 personnes dépistées TB ont été mise sous traitement, 305 113 moustiquaires Imprégnées à longue durée d'action ont été distribués et 2 680 personnes vivant avec le VIH ont bénéficié d'un traitement antirétroviral. La promotion et la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive (SSR) des populations notamment les adolescents et les jeunes ont été renforcées à travers la mise en place de l'espace ami des jeunes au sein de l'Association Djiboutienne pour l'Equilibre et la Promotion de la Famille (ADEPF) qui permet d'accueillir 650 des jeunes/adolescents. 125 000 des contraceptifs et intrants ont été livrés dans le cadre de la planification familiale.

La prévention et de la prise en charge de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes ou allaitante ont été renforcées à travers, les séances de sensibilisation et la fourniture des intrants nutritionnel qui ont ciblé 3 289 personnes et la fourniture des intrants nutritionnels dans les établissements de santé à savoir 363 cartons de Plumpy Nut, 200 toises et 200 pèse-bébés et 40 cartons de MUAC pour la prise en charge de la malnutrition. Des nombreux partenariats ont été établis entre le SNU, le SEAS et l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD) dans le cadre du programme de prévention de la malnutrition qui a permis de fournir aux populations couvertes par le réseau de centre de gestion communautaire (CGC), un paquet de services composé de séances de sensibilisation pour le changement de comportement, sur l'importance de suivre les consultations prénatales par les femmes enceintes, et le dépistage actif

des enfants malnutris dans le ménages et référence aux postes de santé pour traitement.

La fourniture des prestations de santé aux réfugiés et migrants avec l'évaluation de certaines structures en vue de leur réhabilitation, la promotion de l'allaitement maternel, la formation du personnel, la sensibilisation sur le VIH, les soins curatifs dans les camps de réfugiés. Il a été procédé à la sensibilisation de 120 hommes et 30 femmes sur le VIH (Migrantes et Réfugiés). Un système de collecte de donnée GIS pour les patrouilles mobiles pour migrants vulnérables a été mis en place dans toutes les régions du pays pour améliorer l'accès des migrants aux soins de santé. Les conditions d'eau et d'hygiène ont aussi été améliorés le long des routes migratoires pour améliorer la santé des migrants, y inclus le traitement et décontamination des 13 points d'eau à Obock et à Tadjourah.

Un système de suivi et évaluation du secteur EHA en vue de produire des évidences pour mieux renseigner les orientations programmatiques et apprécier en temps réel les avancées sectorielles vers l'atteinte des priorités nationales et des ODD a été développé et validé. Sa mise en œuvre sera effective en 2019. Une stratégie d'autonomisation communautaire pour la gestion participative des points d'eau a été développée avec l'appui à la création et dynamisation des comités de gestion de point d'eau.

Plus de 12 000 personnes ont bénéficié d'interventions liées à la provision d'eau potable, y inclus la réalisation de 4 adductions en eau potable dotées de système de pompage solaire (7 242 personnes) en communautés rurales marginalisées, 3 882 personnes touchées par de crises humanitaires et environ 320 élèves de trois écoles.

L'effort a été poursuivi pour modéliser à grande échelle ce type de service en vue d'influencer les autres acteurs et bailleurs de fonds à adopter les mêmes approches.

La priorisation des communautés ciblées s'est faite conjointement avec la direction de l'hydraulique rurale (DHR) en application du principe de réduction des inégalités dans l'accès aux services d'alimentation en eau potable en prenant en considération la dimension genre. Les conditions d'eau et d'hygiène ont aussi été améliorées le long des routes migratoires pour améliorer la santé des migrants, y inclus le traitement et décontamination des 13 points d'eau à Obock et Tadjourah.

L'hygiène a été renforcée au sein des communautés vulnérables à travers la distribution de 1 550 kits d'hygiène aux ménages, la disponibilité de 1 000 autres kits disponibles prêts à la distribution, la campagne de sensibilisation à l'hygiène ayant couvert 75 000 personnes.

En matière d'assainissement, au total 1 404 personnes ont bénéficié de la réalisation de latrines à double fosses afin de remédier à l'absence de service privé de vidange dans les villages de Guelileh et Galamo dans la région d'Ali Sabieh. Également, 720 personnes ont bénéficié de la mise en forme de leurs installations sanitaires en réponse à la crise humanitaire liée à l'inondation due au cyclone Sagar qui a impactée négativement une grande proportion des habitants de la ville de Djibouti.

La coordination parmi les acteurs du RG2 intervenant dans le secteur de la santé a été régulière. Le SNU et autres partenaires ont continué à mener du plaidoyer auprès des autorités pour une plateforme de coordination inclusive mené par le Ministère de la Santé.

Des nombreux partenariats ont été établis au cours du 2018, y inclus celui entre le SNU, le SEAS et l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD) dans le cadre du programme de prévention de la Malnutrition qui a permis de fournir aux populations couvertes par le réseau de centre de gestion communautaire (CGC) un paquet de services composé de séances de sensibilisation pour le changement de comportement, sur l'importance de suivre les consultations prénatales par les femmes enceintes, et le dépistage actif des enfants malnutris dans le ménages et référence aux postes de santé pour traitement. Les résultats dans le domaine de l'EHA ont été obtenus grâce au renforcement du partenariat stratégique au niveau opérationnel avec les ONG, mais aussi à l'extension des interventions pour couvrir non seulement les populations affectées par les différentes urgences. Un nouveau partenariat avec la Mairie de Djibouti dans le domaine de l'EHA a vu le jour centre sur l'initiative "Ville Amie des Enfants". Ce partenariat va s'étendre aux autres communes urbaines et rurales en vue de renforcer la participation des populations dans les actions d'amélioration de l'accès à l'EHA tant en milieu urbain que rural. Parmi les activités menés conjointement par différentes agences du RG2, l'OMS et l'UNICEF ont apporté une assistance technique et financières pour la réalisation de la campagne contre la Polio et la rougeole ; tandis que l'OMS et l'OIM ont mis en œuvre de manière conjointe le projet sur le renforcement de la surveillance et la préparation face aux urgences de santé publique à Djibouti Ville.

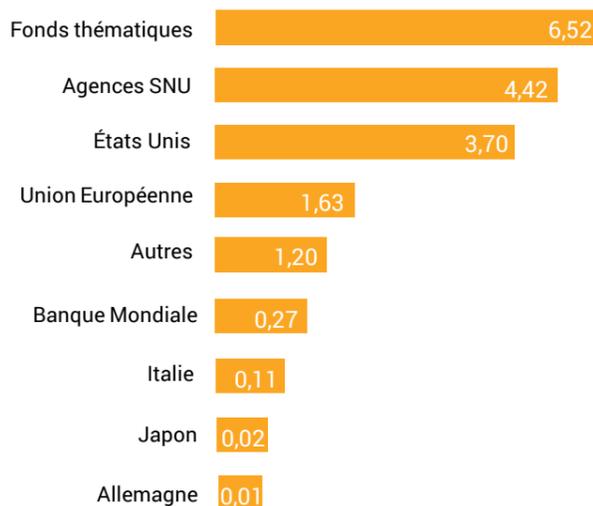
MOBILISATION DES RESSOURCES

Sur un total de 31,9 millions USD de ressources planifiées en 2018, seulement 56% soit 17,8 millions USD a été mobilisé par les huit agences intervenant dans le domaine de la santé et de l'Eau, Hygiène et Assainissement. Seulement trois agences (ONUSIDA, PNUD et OIM) ont reçu les 100% de fonds planifiés. Le PNUD, l'UNICEF et le HCR ont mobilisé 13,82 millions USD soit 77,6% du montant total mobilisé pour l'effet 3. Plus de la moitié des ressources mobilisées soit 61% sont issus des fonds thématiques (Fonds Mondial et GAVI-Global Alliance for Vaccines and Immunization) et les fonds internes des agences des Nations Unies. Les bailleurs traditionnels tel que les Etats Unis, l'Union Européenne et la Banque Mondiale ont également contribué à hauteur de 5,6 millions USD.

Figure 17: Budget mobilisé - Effet 3 (millions de USD), 2018.



Figure 18: Contributions par bailleur - Effet 3 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES

Sur les 17,8 millions USD mobilisés par l'ensemble des agences pour l'atteinte des résultats attendus pour l'effet 3, 14 millions USD soit 84% du montant mobilisé a été implémenté. 4 agences sur les huit agences participants à cet effet, ont un taux d'exécution de 100% et trois agences (UNICEF, PNUD et UNFPA) ont un taux d'exécution allant de 75 à 50%. Ce taux moyen d'exécution au niveau de ces trois agences est dû au retard accusé dans la signature des plants de travail.

Figure 19: Budget dépensé - Effet 3 (millions de USD), 2018.



GROUPE RESULTAT 3 PROTECTION, PROTECTION SOCIALE, BONNE GOUVERNANCE, ET DROITS HUMAINS

Co-Leads:
PAM, UNHCR.
Agence participantes:
OHCHR, OIM, PNUD,
UNFPA, UNICEF



Tout au long de l'année 2018, les agences membre du Groupe de Résultat 3 (RG3) ont travaillé conjointement avec les différents ministères sur des interventions ciblant les communautés vulnérables djiboutiennes, les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés ainsi que les enfants, et notamment les jeunes filles. La protection sociale regroupe un ensemble de services que fait appel à un nombre important de services et d'acteurs, coordonnées par le Secrétariat d'Etat des Affaires Sociales - SEAS (en 2019 promu au rang de Ministère des Affaires Sociales, et des Solidarités - MASS). Ceci explique la diversité des actions entreprises et résultats atteints par le RG3.

Trois grandes catégories d'appui ont été fournies en 2018 :

- L'appui direct aux populations à travers la fourniture de différents services ;
- Le renforcement de capacités de différents organes de l'Etat concerné par les matières de protection et bonne gouvernance ;
- L'appui dans l'élaboration de documents et stratégies notamment en matière des droits de l'homme.

La relation fructueuse que le SNU entretient avec les différents ministères, et en particulier avec le SEAS, a permis d'engranger des résultats notables qui doivent encore être consolidés lors des prochaines années, surtout à travers d'une meilleure coordination entre les différents acteurs, inclus les agences du SNU, en ligne avec la réforme du système de développement des Nations Unies.

Les agences du RG2 ont pu mobiliser que 61% soit 7,8 millions USD sur 12,9 millions planifiés pour l'atteinte des résultats du groupe. Sur les 7,8 millions mobilisés, les agences du RG3 ont pu implémenter 82% soit 6,4 millions USD.

CHIFFRES CLÉS



MESSAGES CLÉS

POUR LE GOUVERNEMENT

- Renforcer l'application de certaines lois et décrets relatifs à la protection de l'enfance et l'inclusion des réfugiés dans le système national y compris socio-économique et la facilitation de mouvement pour les migrants.
- Développer davantage le système de collecte de données dans le but de pouvoir mieux orienter les prises de décisions et les stratégies de réponse.

POUR LES PARTENAIRES

- Renforcer la concertation de l'ensemble des agences dans le domaine du renforcement de capacités institutionnelles afin d'assurer une meilleure synergie des actions entreprises.

EFFET 4 : PROTECTION DES GROUPES VULNERABLES

Le RG3 a apporté d'importantes contributions dans les domaines variés de la protection et ce en partenariat avec les services de l'Etat concernés par ces problématiques.

Dans la lutte contre les pratiques sociales préjudiciables, dont les mutilations génitales à l'encontre des enfants, le SNU a appuyé l'augmentation des sites qui disposent des comités de gestions communautaires et 32 986 membres communautés ont été touchés par les séances de sensibilisation sur les Mutilations Génitales Féminines (MGF) par les comités de Gestions Communautaires et les leaders religieux. Grâce aux comités de veille, 160 filles sur les 414 filles à risque d'être excisées identifiées ont été sauvées des MGF. D'autre part, 7 717 adolescents ont été touchés par les séances de sensibilisation sur les compétences de vie et sur les MGF.

En ce qui concerne l'appui aux femmes victimes des violences basées sur le Genre (VBG) y compris les MGF, un Paquet Essentiel de Services (ESP) multisectoriel a été mis en œuvre et est accessible pour toutes les femmes et les filles victimes de VBG dans quatre secteurs : social, santé, justice et services. Enfin, l'engagement des 30 parlementaires et 25 magistrats et officiers de police judiciaire a fortement contribué à l'abandon des MGF à Djibouti. En outre, 45 leaders religieux influents du réseau de la Foi Shamikhat ont été engagés et ont réalisé 66 dialogues communautaires mensuel sur les MGF. Néanmoins, l'un des principaux défis reste la réticence de certains chefs religieux influents à parler publiquement en faveur de l'abandon de toutes les formes de MGF. Les agences du RG3 ont aussi soutenu la mise en œuvre de cellules d'écoutes, qui ont pris en charge 903 cas de VBG.

Dans le domaine du renforcement de capacités des professionnels de la protection de l'enfant, 20 assistants sociaux ont été formés sur l'identification, le référencement et la gestion des cas des enfants à risque et victimes de violence. Quelques 9 862 enfants en situation de mouvement et de rue ont bénéficié d'un paquet de services de la protection de l'enfant, et 200 enfants de la rue ont bénéficié d'une assistance alimentaire.

Par ailleurs, les capacités du SEAS dans la communication pour le développement, la protection de l'enfant et la protection sociale ont été renforcées à travers des formations et l'échange d'expérience.

L'appui au gouvernement en matière de protection s'est également fait à travers plusieurs assistances techniques qui ont abouti à l'élaboration de quatre documents stratégiques clés à savoir un document national d'orientation de la protection de l'enfant qui est le premier à se baser sur l'intérêt supérieur de l'enfant ; l'actualisation de la loi sur l'enregistrement de naissance ; l'élaboration des décrets d'application du Code de Protection de l'Enfance et d'un protocole sur les modes opératoires normalisé concernant le traitement des enfants en contact avec la loi.

Au niveau de la population réfugiée établie à Djibouti, 28 778 réfugiés et demandeurs d'asile ont pu bénéficier de la protection internationale et de l'assistance humanitaire dans le pays. L'inclusion des réfugiés dans les services sociaux de base et les plans nationaux de développement se fait de façon progressive. Un Plan d'Action National quinquennal et un budget ont été élaborés et validés dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche CRRF et de la Stratégie MYMP dans le pays. Le Gouvernement de Djibouti, en collaboration avec le SNU, mène le plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce Plan d'Action National. Un Guide a été élaboré pour informer le public sur le CRRF à Djibouti. Conformément à la Loi relative au statut de réfugié et ses deux décrets d'application – qui sont entièrement en ligne avec le CRRF - la population réfugiée a accès aux services de santé, à l'emploi, et les enfants, au système éducatif national. Pour améliorer la situation des abris des réfugiés, les agences du RG3 ont supporté 575 familles à travers la construction et la distribution de kits.

Pour répondre au besoin de données sur les migrations irrégulières, qui étaient presque inexistantes en 2017, une méthodologie appropriée pour Djibouti a été développée pour mieux comprendre la problématique de manière scientifique. Une base des données avec 11 points Displacement Tracking Matrix (DTM) a été développé et est opérationnel et permet de suivre les flux migratoires. Grâce à ce dispositif de « Tracking », 3 391 migrants en détresse ont bénéficié d'assistance et d'appui au Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants (MRC) à Obock et 582 enfants migrants qui sont rentrés en Ethiopie ont bénéficié de la réunification familiale. La formation de 10 agents sur la collecte des données migratoires, ainsi que la formation de 25 personnes sur les logiciels (ARCGIS Online) pour l'enregistrement et le regroupement des données sur la migration, a contribué à renforcer la capacité des institutions étatiques dans les réponses aux flux migratoires. La prochaine étape consistera à la préparation des Indicateurs de Gouvernance de la Migration qui nécessitera une bonne coordination de l'ensemble du SNU. Au niveau de l'Etat, il s'agira d'impliquer davantage les départements sectoriels pour une meilleure collaboration et harmonisation.

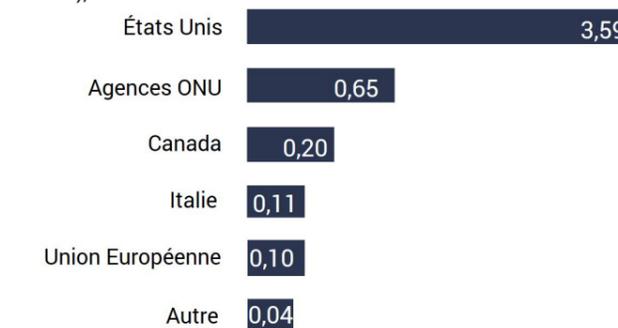
MOBILISATION DES RESSOURCES

Sur un total de 8,4 millions USD de ressources planifiées en 2018, seulement 56% soit 4,7 millions USD a été mobilisé par les cinq agences intervenant dans le domaine de la protection des groupes vulnérables. Quatre agences (OIM, UNICEF, PAM et UNFP) sur les cinq ont reçu les 100% de fonds planifiés. Le HCR est l'agence ayant mobilisé 80% du montant total pour l'effet 4 soit 3,79 millions USD. Plus de trois quarts des ressources mobilisées soit 76% sont de la contribution des Etats Unies d'Amérique suivi des fonds internes des Nations Unies à hauteur de 14%. Les bailleurs traditionnels tels que le Canada, l'Italie et l'Union Européenne ont également contribué.

Figure 20: Budget mobilisé - Effet 4 (millions de USD), 2018.



Figure 21: Budget implémenté - Effet 4 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES

L'ensemble des 4,7 millions USD mobilisés par les agences pour la protection des groupes vulnérables ont été dépensés. L'UNHCR est l'agence ayant mobilisé et mis-en-œuvre 80% du montant total soit 3,79 millions USD, suivi de l'UNICEF qui a mobilisé et mis-en-œuvre 0,56 millions USD.

Figure 22: Budget dépensé - Effet 4 (millions de USD), 2018.



EFFET 5: PROTECTION SOCIALE

Dans le domaine de la protection sociale, des scénarios de budgétisation des revenus pour les personnes-cibles dont les enfants ont été développés afin de permettre au SEAS de faire des choix optimaux pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la protection sociale (SNPS).

Par ailleurs, un appui a également été donné pour la mise en place de filets sociaux en milieu urbain à travers le Programme National de Solidarité Familiale (PNSF) qu'en milieu rural l'enregistrement des ménages vulnérables dans le registre social leur permettant de bénéficier aux termes du PNSF. Ainsi, 3 770 ménages ont pu bénéficier de transferts monétaires pour couvrir leurs besoins essentiels en matière de nourriture. Dans le cadre de la coopération Sud Sud, 11 assistants sociaux ont été formés sur la protection sociale et ont participé aux échanges d'expériences et 30 personnes des différentes institutions ont été également formé en communication pour le développement.

La protection des enfants est également un défi compte tenu de leur vulnérabilité. Au total, 8 828 enfants ont bénéficié des actions de protection sociale grâce aux actions conjointes entre le SNU et les institutions nationales en charge de la protection sociale.

Une étude sur le mariage des enfants a été réalisée et a couvert 1 200 ménages issus des camps de réfugiés et de la population-hôte en vue de déterminer l'ampleur du phénomène. Les résultats de cette étude sera utilisé pour développer une stratégie de lutte contre les mariages précoces.

En ce qui concerne l'intégration des réfugiés, le véritable défi demeure le manque de connaissance sur l'approche CRRF, souvent perçu comme un nouveau projet ou encore une nouvelle source de financement dans le pays. A ce titre, sept ateliers de formation et de sensibilisation ont été organisés conjointement avec le Ministère de l'Intérieur (ONARS) dans le cadre de la dissémination de la Loi portant Statut de Réfugiés¹ et la vulgarisation de l'approche CRRF. Au total, 248 responsables et cadres des ministères clés, des autorités administratives, des conseillers régionaux et communaux, des forces de l'ordre, des membres de la société civile, du personnel du SNU et autres partenaires ont été formés/sensibilisés dans les principales régions abritant les réfugiés. Un groupe de travail sur la Protection des réfugiés (Refugee Protection Working Group) qui se réunit mensuellement a renforcé la synergie des actions en faveur des réfugiés et le groupe de travail Migration Mixte (MMTF) a également servi de cadre de concertation et d'échanges sur les questions de migrations et l'approche CRRF. Au niveau de l'accès des réfugiés aux services sociaux de base et principalement au système PASS, un Memorandum d'Entente (MoU) a été signé avec le SEAS en décembre 2018. Cet MoU a été suivi d'un Accord Tripartite signé en janvier 2019, qui donne la possibilité aux réfugiés de bénéficier de l'Assistance Sociale de Santé (PASS).

De manière générale, le domaine de la protection sociale attire beaucoup d'acteurs nationaux et internationaux, ce qui constitue à la fois une opportunité et un obstacle dans la mesure où la coordination de tous ces acteurs n'est pas aisée malgré la volonté affichée du SEAS d'y arriver. Par ailleurs, le financement de la protection sociale reste encore limité face au besoin énorme de protection de la population vivant dans la pauvreté extrême et vulnérable aux chocs.

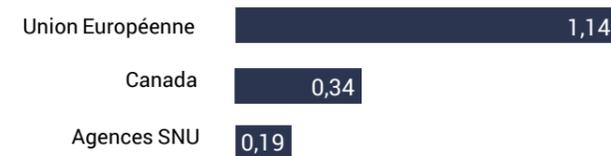
MOBILISATION DES RESSOURCES

Sur un total de 2 millions USD de ressources planifiées en 2018, 81% soit 1,6 millions USD a été mobilisé par les deux agences intervenant dans le domaine de la protection sociale. Le PAM et l'UNICEF ont reçu plus de 80% de fonds planifiés. Le PAM a pu mobiliser 1,48 millions USD soit 87% du montant mobilisé en 2018. Près de trois quarts des ressources mobilisés soit 67% sont de la contribution l'Union Européenne suivi du fonds canadien à hauteur de 0,34 millions USD et des fonds internes des Nations Unies à hauteur de 0,19 millions \$US.

Figure 23: Budget mobilisé - Effet 5 (millions de USD), 2018.



Figure 24: Contributions par bailleur - Effet 5 (millions de USD), 2018.

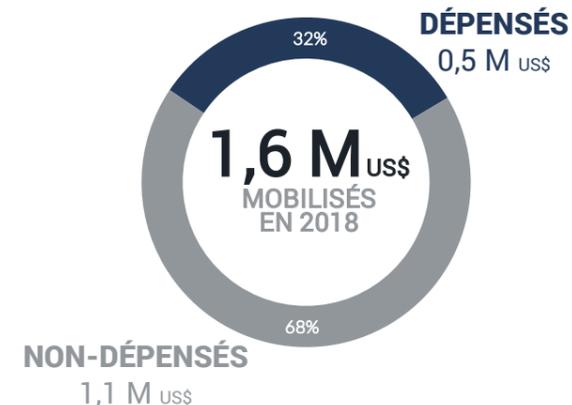


1. Loi N° 159/AN/16/7ème L portant statut des réfugiés en République de Djibouti.

MISE-EN-ŒUVRE DES RESSOURCES

Sur 1,6 millions USD mobilisés par les deux agences intervenantes pour la protection sociale, 0,5 millions USD a été mis-en-œuvre soit 32%. Ce faible taux est dû au montant mobilisé par le PAM en 2018 à travers l'Union Européenne, et qui sera finalement implémenté pour les activités de l'année 2019.

Figure 25: Budget dépensé - Effet 5 (millions de USD), 2018.



EFFET 6 : BONNE GOUVERNANCE

Le renforcement de la bonne gouvernance est un élément important du PNUAD.

Bien que le Gouvernement ait essayé de remédier à ce problème à travers la création en 2013 d'un Commissariat au Plan chargé des Statistiques, la disponibilité des données de qualité constitue toujours un défi majeur. Une meilleure disponibilité des données à travers des enquêtes spécifiques permettra de mener des recherches et d'analyses approfondies visant à faciliter une meilleure prise de décision. Le SNU a apporté une assistance technique à la Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED/) Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD) pour l'analyse des gaps en termes des données existants à Djibouti sur les conditions de vies des ménages. Le rapport issu de cet exercice a servi la DISED pour enrichir le développement actuel de la SNDS2.

Le SNU a également appuyé le pays dans le renforcement de son système de suivi évaluation dans le cadre de la bonne gouvernance. En effet, un appui a été apporté au MENFOP pour la mise à jour de sa base des données et la formation de 180 personnels du ministère pour la production de l'annuaire statistique 2018. Le SEAS a été renforcé également à travers des compétences additionnelles en matière de conduite des enquêtes et de gestion des données. Par ailleurs, des outils de collecte des données ont été développés pour le suivi des 42 mutuelles communautaires gérés par le SEAS. Un système de suivi et évaluation du secteur de l'eau est élaboré avec une plateforme numérique par un cabinet international COSINUS. En matière de planification stratégique, le SNU a soutenu

le gouvernement dans la rédaction du rapport de revue à mi-parcours de la SCAPE 2015-2019. Ce rapport a permis l'identification du niveau d'alignement des objectifs nationaux aux ODD. Enfin, le SNU a contribué à l'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique 2018-2022.

Dans le domaine du Droits Humains, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a bénéficié de l'appui dans la rédaction du manuel des plaintes, ainsi que du rapport d'activité 2017 et l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action 2018-2021. La commission a été également équipé pour la mise en place d'une base des données destinée au suivi des droits reproductifs.

Diverses actions de plaidoyer ont également été effectuées pour la ratification de la Convention relative aux droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille¹ ; de la Convention sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées² ; et en faveur de la mise en place d'un mécanisme national de suivi des rapports conforme aux normes des droits de l'homme.

Etant donné l'inexistence de palais de justice dans les régions de l'intérieur, le projet 'Accès à la Justice' a permis de juger 124 affaires au profit des populations rurales vulnérables.

1. OHCHR : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CMW.aspx>
2. OHCHR : <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/conventionced.aspx>

Une expertise de haut niveau a été fournie à la Direction de la Population dans le cadre de la réforme du système d'enregistrements des faits d'Etat Civil, qui a porté sur la revue des documents juridiques. Le SNU a aussi appuyé la formulation d'une loi sur l'Etat Civil et le registre national des personnes physiques, L'élaboration d'un manuel d'enregistrement des faits d'état civil et d'un guide pratique d'utilisation afin d'harmoniser les procédures d'enregistrement.

Une analyse approfondie des croyances relatives aux mutilations génitales féminines a été réalisée avec une cartographie des services de prise en charge des cas de violences basées sur le genre dans le pays. Un protocole national de référence VFGs/MGFs a été réalisée auprès des 5 Ministères et de l'UNFD. Une formation a été également dispensée pour 85 personnes y compris les membres de la commission, les magistrats et les parlementaires sur les droits reproductifs en lien avec les MGF.

Bien que le pays ait progressé, le Bilan Commun des Pays a mis en exergue des défis pour les cinq prochaines années en matière de bonne gouvernance. En outre, les politiques et structures nationales concernant la protection des droits de l'homme et du genre manquent d'accompagnement et d'appui technique importants, non seulement au niveau de l'organisation, mais aussi au niveau de l'application même du cadre normatif qui les régit. Par ailleurs, l'accès à la justice reste inéquitable sur base du genre.

MOBILISATION DES RESSOURCES

Sur un total de 2,49 millions USD de ressources planifiées en 2018, seulement 60% soit 1,49 millions USD a été mobilisé par les sept agences intervenant dans le domaine de la bonne gouvernance. Quatre agences (OIM, OHCHR, PNUD et UNFPA) sur les sept agences ont reçu les 100% de fonds planifiés. Toutefois, le HCR est l'agence ayant mobilisé le plus des ressources avec 0,37 millions USD soit 26% du montant total suivi de l'OIM et du PNUD avec respectivement 0,30 millions USD et 0,25 millions USD. Près de la moitié des ressources mobilisés soit 44% ont été mobilisé à travers les fonds internes des agences des Nations Unies, l'Union Européenne et les Etats Unies ont également contribués à 47% soit 0,66 millions USD investis.

Figure 26: Budget mobilisé - Effet 6 (millions de USD), 2018.

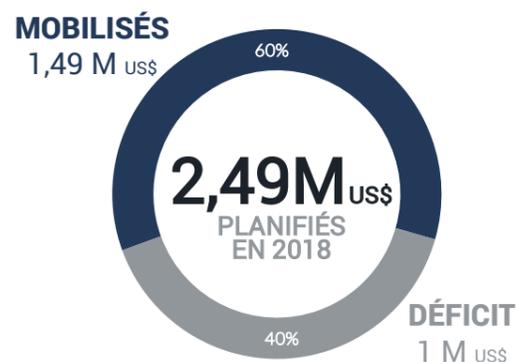
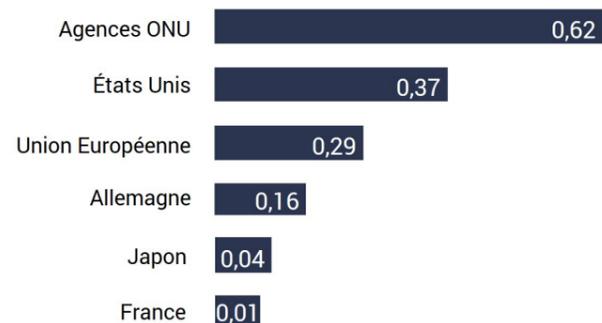


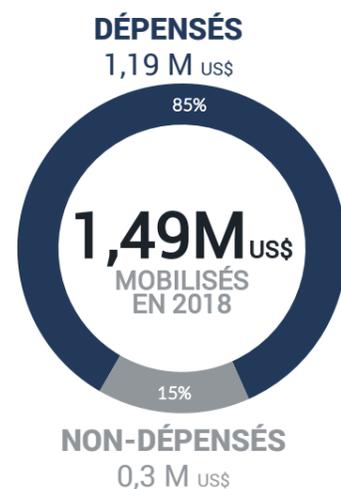
Figure 27: Contributions par bailleur - Effet 6 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES

Sur 1,49 millions USD mobilisés par les agences pour la bonne gouvernance, 1,19 millions USD a été mis-en-oeuvre soit 85%. L'UNHCR, l'OIM, l'UNICEF et l'OHCHR ont mis-en-oeuvre 100% des montants qu'ils ont mobilisé soit un total de 0,86 millions USD.

Figure 28: Budget dépensé - Effet 6 (millions de USD), 2018.



GROUPE RÉSULTAT 4 RÉSILIENCE & DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUITABLE

Co-Leads:
FAO, PNUD
Agence participantes:
FAO, OIM, PAM, PNUD,
FIDA, UNESCO, UNICEF,
UNHCR, UNOPS



Le Groupe Résultat 4 (RG4) à Djibouti recherche activement des synergies avec divers partenaires nationaux et de développement, qui se traduit par la mobilisation de ressources plus importante et l'instauration d'une programmation conjointe entre toutes les agences du SNU. Au-delà du cadre de coopération, les axes de partenariat se situent d'abord au niveau central avec les départements ministériels responsables des politiques et stratégies dont le programme appui la mise en œuvre.

L'atteinte des résultats est renforcée par le climat de confiance qui règne avec tous les partenaires, y compris les ministères concernés, comme en témoigne le nombre croissant de sollicitations et de collaborations avec tous ces ministères. Cette synergie et cette coopération fructueuse reposent largement sur les succès antérieurs de la formulation et de gestion des projets des agences du SNU avec les ministères concernés du pays, tels que les projets d'adaptation au changement climatique, la protection des écosystèmes et la création de jardins agro-pastoraux dans

les zones rurales, les projets de résilience et de protection des enfants et autres groupes vulnérables. Au niveau des ONG, le RG4 continuera à développer sa collaboration traditionnelle avec des ONG reconnues tant au niveau national que local. Ces organisations apporteront leur concours à la mise en œuvre de Plan de Travail Annuel des projets exécutés par le SNU.

Le RG4 a contribué à améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie de 4 670 ménages, soit plus de 23 000 personnes. Il a permis aux populations des localités cibles de développer des périmètres agricoles qui permettent de protéger les sols, de régénérer et reboiser les routes pastorales. Il a contribué à améliorer la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et à augmenter la productivité agricole. Les efforts du RG4 ont permis de contribuer aux renforcements des capacités humaines et à la diversification agricole grâce au développement des micro-entreprises et à l'accès aux services financiers.

Au cours du 2018, les défis du RG4 ont été substantiels et associés au faible capacité d'exécution et d'absorption, la faible coordination intersectorielle, l'insuffisance de fonds pour couvrir les besoins identifiés en formation et moyens de subsistance, l'absence de financements nationaux et les lacunes en capacité de gestion de projets et rapportage aux partenaires. Il existe des opportunités de financement lié à l'environnement et au climat. Toutefois pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés, les actions recommandées incluent une amélioration de la coordination et la programmation intersectorielles avec les outils de l'approche à trois volets (3PA), développés par le PAM, le gouvernement et les partenaires ; une analyse de contexte intégrée (ACI) au niveau national; une programmation des moyens de subsistance saisonniers (SLP) au

niveau sous-national; une planification participative basée sur la communauté (CBPP) au niveau local ; un plaidoyer pour une mobilisation substantielle des ressources; et un renforcement de la coordination intersectorielle (réunions régulières, échanges permanents, etc.).

Les agences engagées dans le RG4 ont mobilisé 98% soit 14,7 millions USD sur 15,07 millions planifiés pour l'atteinte des résultats du groupe. Sur les 15,07 millions mobilisés, les agences du RG4 ont mis-en-œuvre 71% soit 10,4 millions USD.

CHIFFRES CLÉS



500
AGRO-PASTEURS ONT
BÉNÉFICIÉ DE
FORMATIONS
TECHNIQUES ET
PROFESSIONNELLES



600
CRÉATIONS D'EMPLOI
DANS LE SECTEUR
AGRO-PASTORAL



44 000
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE
RÉAMÉNAGEMENT DE
PÉRIMÈTRES AGRICOLES



+28 500
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ D'UN
ACCÈS À L'EAU EN
MILIEU RURAL



MESSAGES CLÉS

TOUS LES PARTENAIRES

- Collaboration avec la société civile et le secteur privé : Le groupe résultat 4 veut impliquer davantage les ONG dans la programmation, au niveau de la formulation, de l'exécution et du suivi-évaluation et de contribuer davantage au renforcement de leurs capacités.
- One UN : Pour répondre à des défis et opportunités de développement multisectoriels et multi dimensionnels, le groupe de résultat 4 souhaite renforcer l'interaction programmatique dans le but d'établir de nouvelles actions conjointes, d'élaborer systématiquement des programmes conjoints ou communs au niveau des Agences des Nations Unies, qui seront exécutés dans « un package, One UN » au niveau de chacune des régions du pays. Cette approche constructive et pragmatique est, sans doute, porteuse d'avenir.
- Mobilisation de ressources communes : Les agences doivent collaborer et mettre en œuvre des activités communes. Elles doivent mobiliser plus de ressources financières de manières conjointes afin de maximiser les résultats à atteindre et à éviter les doublons et les efforts inutiles.

EFFET 7 : RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

Djibouti possède un climat aride et semi-désertique, le pays est très sensible à la sécheresse et à la rareté de l'eau. En raison des changements climatiques, les communautés pastorales et agricoles locales deviennent plus vulnérables et deviennent incapables d'entretenir les périmètres agricoles communautaires et de produire le fourrage nécessaire à la consommation du cheptel. Le développement du secteur agricole djiboutien demeure largement entravé par les conditions climatiques particulièrement difficiles. Les principaux problèmes qui affectent le développement du secteur agricole des Djiboutiens sont liés notamment à la rareté des ressources en eau, à la non-maîtrise des techniques d'irrigation et aux échanges économiques.

Le SNU a contribué à l'amélioration de la gestion des ressources en eau en termes de disponibilité, quantité et qualité pour les besoins des populations, des animaux et pour l'agriculture. Le RG4 a développé plusieurs modèles d'écoulement des eaux pluviales et des eaux souterraines, contribuant à sécuriser et à améliorer l'accès aux ressources en eau de manière durable grâce à l'installation de panneaux solaires et à créer un environnement favorable aux échanges économiques pour renforcer la résilience des agro-pasteurs. Le SNU ont soutenu l'adaptation au changement climatique des communautés rurales en mobilisant et sécurisant l'eau. En effet, les agences ont construit neuf forages d'extraction et réhabilités et/ou construit six barrages en terre, huit barrages, trois micro-barrages, 122 citernes de 100 m³, 26 retenues d'eau par excavation d'environ 30 000 m³, 62 puits agro-pastoraux, 72 citernes et 11 retenues pour améliorer la mobilisation des eaux de surface et souterraines, ce qui a permis à 28 980 personnes d'avoir accès à l'eau potable dans les zones rurales.

Au cours de l'année 2018, les populations agro-pastorales (environ 21 800 personnes) ont été appuyées dans leurs activités agricoles afin d'augmenter leurs revenus, renforcer leurs capacités de production et leurs résiliences au changement climatique. En effet, 96 agro-pasteurs de la Région d'Ali-Sabieh ont reçu de nombreux équipements agricoles, 75 motopompes et 800 tuyaux Polychlorure de vinyle (PVC) pour irrigation, d'avec leurs raccordements et vannes.

Au total, 493 agropasteurs ont été formés aux techniques de « Smart agriculture » et près de 208 agropasteurs ont été formés aux techniques agricoles innovantes. Quelques 4 800 personnes ont bénéficié de kits d'irrigation goutte à goutte, et 28 980 personnes de la fortification du sol.

Pour améliorer les capacités de productions agro-pastorales et halieutiques des communautés rurales et périurbaines et les conditions de vie et la sécurité alimentaire de ces populations, 203 hectares de périmètres agricoles aménagés au bénéfice de 15 000 personnes. Ça inclut 100 hectares de périmètres agropastoraux qui ont été aménagés et équipés, en plus de la création de 16 périmètres jardins potagers, au profit d'environ 530 membres dont près de 40% de femmes. À Dikhil, 5 périmètres agricoles de 0,5 hectares chacun ont bénéficié de la

construction de clôtures pour améliorer et protéger leur production agricole. À Douda, 40 agriculteurs du projet l'Alliance Mondiale de Changement Climatique (AMCC) ont été appuyés par le biais de transferts alimentaires directs. Le SNU a soutenu l'amélioration de la productivité des cultures maraîchères en introduisant des semences certifiées et adaptés au contexte Djiboutien au profit d'une cinquantaine de ménages. Des distributions de 265 kg de semences maraîchères et 1 700 kg de semences fourragères ont été menés à 400 ménages locaux et déplacés internes. De nombreuses espèces résilientes au climat ont été également reboisées et 1 384 agriculteurs à Djibouti ont reçu des intrants agricoles.

Le SNU a aussi travaillé avec le gouvernement pour organiser des sessions de formation participative sur les techniques et la gestion de système de production avicole villageoise pour près de 30 ménages vulnérables ruraux, et une distribution de volailles (130 têtes: 4 poules et 1 coq par ménage), ainsi que d'aliments de base pour l'alimentation avicole (26 sacs de sorgo). Quelques 2 400 kits des produits vétérinaires pour les soins des cheptels ont aussi été distribués. Les agences ont aussi soutenu la réhabilitation et mis à disposition des équipements de laboratoire de la Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires (DESV) pour améliorer le contrôle des maladies animales au profit cheptels animaux appartenant aux 150 000 éleveurs nomades et 2 000 fermes agro-pastorales dans le pays, dont 440 autour de la commune de Djibouti soit pour près de 200 000 cheptels ciblés dont 27 040 têtes d'animaux d'élevage soignées.

Une stratégie pour la mise en œuvre de moyens de subsistance en faveur des réfugiés couvrant la période 2018 -2022 a été validée et une formation pour 35 acteurs dans ce domaine a été organisée en août 2018. Un exercice de profilage a été mené auprès de 700 jeunes réfugiés pour



l'identification des profils socioprofessionnels et les besoins en matière des moyens de subsistance.

Pour créer un environnement favorable aux échanges économiques, le RG4 a mis en place des circuits de commercialisation et une documentation complète du marché de palourdes a été réalisée. Près de 200 personnes ont été pris en charge à travers l'utilisation de l'approche à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) ou 'Cash-for-Work' pour la réalisation des travaux d'aménagement des terres arables. Trois coopératives agricoles ont été créées dans le sud de Djibouti pour améliorer la gestion agricole au sein des communautés et un programme d'appui au financement des micro-business et microprojets activités génératrices des revenus ont été lancé en faveur des réfugiés. Pour appuyer 600 agro-pasteurs, un réseau national de distribution de produits agro-élevage a été créé et deux boutiques d'intrants ont été mis en place. Ces initiatives ont permis de supporter la création d'emploi à près de 600 jeunes et femmes dans ces secteurs.

De plus, un réseau national de distribution de produits agro-élevage a été mis en place. Les femmes ont été également soutenues dans ces activités, en effet 50 femmes agricultrices de la localité de Douda ont bénéficié d'intrants agricoles incluant des outils et des systèmes d'irrigation. Les femmes de la région Sud ont bénéficié aussi de formation sur la confession de fromage, une structure de stockage et de conservation du lait ont été aménagées pour ces dernières. Un programme d'amélioration des races caprines laitières a été conduit avec succès et des formations ont été réalisés pour 112 agro-éleveurs sur la santé et production animale et végétale.

MOBILISATION DES RESSOURCES

Sur un total de 9,39 millions USD de ressources planifiées en 2018, 96% soit 9,08 millions USD a été mobilisé par les cinq agences intervenant dans le domaine de la résilience des communautés. Trois agences (OIM, PNUD et FAO) sur les cinq ont reçu les 100% de fonds planifiés et le PAM a mobilisé 93% des fonds planifiés. La plus grande contribution provient de l'Union Européenne et du fonds thématique (Fonds Mondial pour l'environnement) à hauteur de 5,44 millions USD investies à travers le PNUD et la FAO. Toutefois, le Danemark, les fonds internes des agences des Nations Unies, les Etats Unies, l'Arabie Saoudite, la France, la Belgique ont également contribué à hauteur de 3,66 millions USD pour renforcer la résilience des communautés en 2018.

Figure 29: Budget mobilisé - Effet 7 (millions de USD), 2018.

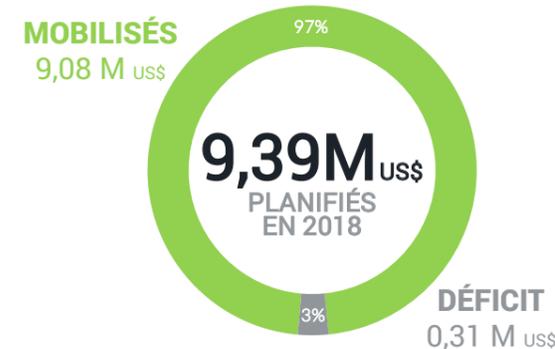
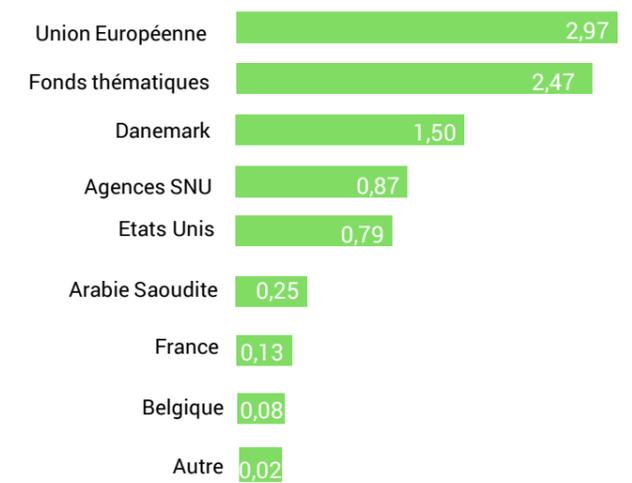


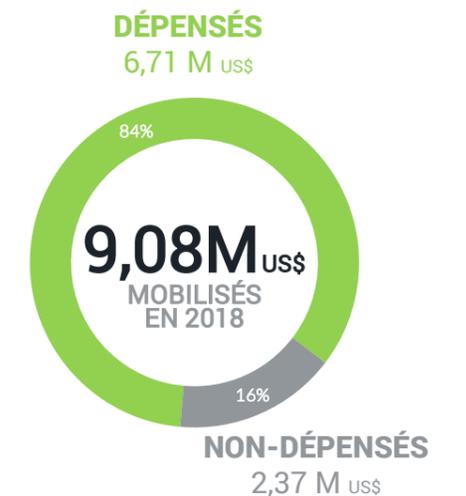
Figure 30: Contributions par bailleur - Effet 7 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-ŒUVRE DES RESSOURCES

Sur 9,08 millions USD mobilisés par les agences pour la résilience des communautés, 6,71 millions USD a été implémenté soit 84%. L'OIM et l'UNHCR ont implémenté 100% de leurs ressources mobilisées et le PNUD et la FAO qui ont mobilisé respectivement de 4,43 millions USD et 3,38 millions USD et ont pu implémenter 62% pour la FAO et 82% pour le PNUD. Les challenges rencontrés dans la mise en œuvre des activités de renforcement de la résilience des communautés par le PNUD et la FAO sont liés au retard dans le démarrage du projet du aux négociations avec le ministère de l'Agriculture et la mise en place de l'équipe du projet.

Figure 31: Budget dépensé - Effet 6 (millions de USD), 2018.



EFFET 8 : DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RÉGIONS

Le RG4 a contribué à l'amélioration des moyens de subsistances et des conditions de vie des populations vulnérables grâce à la protection et la préservation des écosystèmes. Ca inclut la réhabilitation et protection des ressources pastorales des zones arides à travers l'encadrement et formation de 200 agro-pasteurs en actions de lutte contre l'érosion et la gestion des points d'eau; la construction de deux ateliers de formation de gabions pour la communauté de Aidalou (302 ménages); la réhabilitation des systèmes d'irrigation existants de 15 jardins communautaires pour une quarantaine de ménages; la fortification de 6 000 m³ de berges avec un câble métallique rempli de pierres (gabion) de 2 000 m³ et de 4 000 m³ pour protéger respectivement les rives des oueds et les parcelles agricoles de l'érosion de la localité de Aidalou. Les autres réalisations incluent le gardiennage de 34 cellules de 400 ha pour la mise en repos, la réalisation de 34 cordons de pierre, l'installation de haies mortes sur 12 hectares, et l'ouverture de 21 pistes pour le désenclavement et l'accessibilité des zones d'habitations isolées, au profit de 1 500 personnes.

Les écosystèmes marins et terrestres recèlent de riches ressources naturelles pour les communautés locales de Djibouti. Il est donc essentiel pour les communautés locales d'en générer des revenus par leur exploitation rationnelle. Ainsi, le SNU a aussi supporté la protection de la biodiversité marine et terrestre et la génération des revenus pour les communautés locales à travers la réalisation d'une pépinière sur 6 hectares et plantation d'acacias sur 6 hectares et de huit pépinières communautaires de 12 000 plants destinés au reboisement et aux jardins bénéficiant une soixantaine de ménages.

Par ailleurs, des actions de renforcement des capacités ont été menées notamment des formations sur la restauration des mangroves au bénéfice de 215 personnes et des sensibilisations sur la protection des récifs coralliens au bénéfice de 100 personnes des zones rurales côtières. Un laboratoire de biologie marine au Centre d'Études et de Recherche de Djibouti (CERD) a été également mis en place et inauguré. Ce laboratoire a pour objectif de permettre la réalisation d'analyses des paramètres physico-chimiques du milieu marin, avec l'appui technique pour deux formations diplômantes (une thèse de doctorat et un mémoire de technicien de laboratoire).

Pour protéger et réhabiliter la mangroves de Godoria, qui constituent une pépinière importante pour la production des poissons, et un moyen principal de subsistance des populations avoisinantes, 1 500 mètres des dunes continentales menaçant les mangroves ont été fixés mécaniquement ; 2 000 plantes ont été plantées pour fixer de façon biologique la dune envahissante ; les bois morts ont été nettoyés sur plus de 7 hectares de mangroves; 1 500 mètres de canaux ont été ouverts pour permettre aux eaux pluviale et des oueds d'arriver à la mangrove ; et une pépinière de 1 300 plantes d'Avicennia a été mise en place.

Les interventions ont bénéficié plus de 1 200 personnes habitant les zones côtières rurales.

Les organisations professionnelles de pêche ont été renforcées à travers des formations diverses allant de la gestion des coopératives aux métiers du secteur. Une ligne de crédit dédiée aux pêcheurs est mise en place et permet une plus grande indépendance financière en renforçant leur capacité d'accès au marché pour plus de 200 individus.

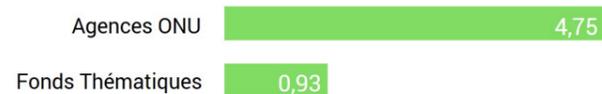
MOBILISATION DES RESSOURCES

La totalité des ressources planifiées en 2018, a été mobilisée par les trois agences (FIDA, FAO et PNUD) intervenant dans le domaine du développement durable des régions soit 5,6 millions USD. Plus de trois quarts des ressources soit 4,75 millions USD sont mobilisées par les agences à travers les fonds internes et 0,93 millions USD mobilisés par les fonds thématiques.

Figure 32: Budget mobilisé - Effet 8 (millions de USD), 2018.



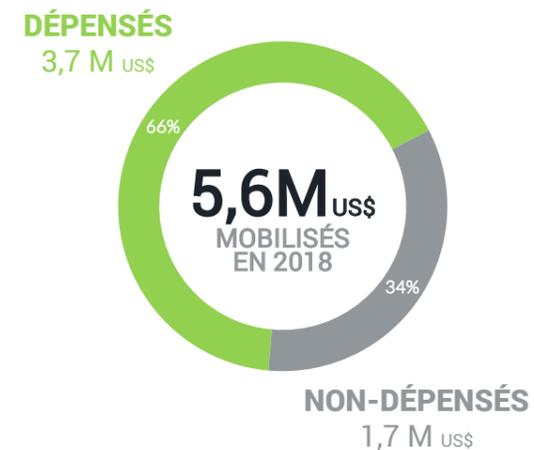
Figure 33: Contributions par bailleur - Effet 8 (millions de USD), 2018.



MISE-EN-OEUVRE DES RESSOURCES

Sur 5,6 millions USD mobilisés par les agences pour le développement durable des régions, 3,7 millions USD ont été mis-en-oeuvre soit 66%. La FIDA a implémenté 3,59 millions USD soit 94% du total des ressources dépensées. Le 6% restant soit 0,21 millions USD a été implémenté par la FAO et le PNUD qui ont enregistrés un faible taux d'exécution (50% pour la FAO et 17% pour le PNUD).

Figure 34: Budget dépensé - Effet 6 (millions de USD), 2018.



ACTION HUMANITAIRE

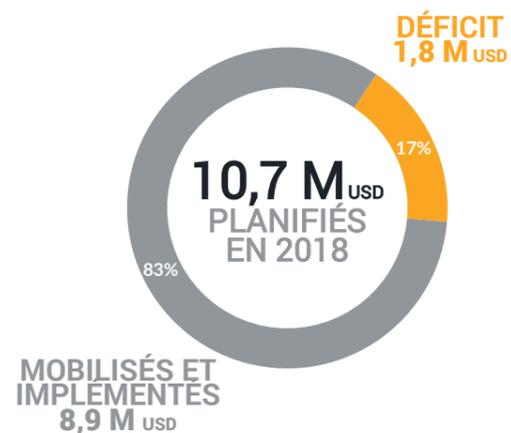
Co-leads:
PAM & UNHCR.
Agences participantes:
OIM, PAM, PNUD,
UNHCR, UNICEF

En 2018, l'UNCT Djibouti a assuré la coordination interne et la mise en œuvre de l'action humanitaire en soutien aux efforts du gouvernement à travers l'assistance fournie des produits et services à plus de 210 000 personnes (79% femmes, 42% enfants) parmi les plus vulnérables - y compris les migrants et les réfugiés - et touchés par des situations humanitaires dans le domaine de la santé, de l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA), de la protection, de l'éducation et de la sécurité alimentaire. L'appui opérationnel pour les opérations humanitaires au Yémen ont été également fournis par les agences des Nations Unies à Djibouti.

MOBILISATION

Sept agences du SNU ont apporté les réponses aux situations humanitaires à Djibouti. Sur 10,7 millions USD nécessaires, les bailleurs ont généreusement contribué 8,9 millions USD, soit 83% des besoins. Le support accordé aux opérations du Yémen ne relève pas des fonds de l'UNCT Djibouti et n'est donc pas comptabilisé dans la mobilisation des ressources pour les actions humanitaires menées pour Djibouti.

Figure 35: Ressources nécessaires pour l'humanitaire (USD), 2018



DJIBOUTI

Dans le pays, les efforts humanitaires du SNU ont contribué dans la réponse au cyclone Sagar, qui a entraîné des forts dégâts matériels, inondations, destructions d'infrastructures et de maisons, appauvrissant les moyens de subsistance des communautés. Le gouvernement a immédiatement lancé des opérations de recherche et de sauvetage, avec le soutien du secteur privé immédiatement après le passage du cyclone.

Un appel humanitaire interne a été également lancé par les partenaires humanitaires. Des interventions d'urgence ont été immédiatement déclenchés pour la population touchée, y compris la distribution, en nature et à travers de bons, de nourriture, la mise à disposition d'abris et des articles non alimentaires ainsi que les interventions dans le secteur eau, hygiène et assainissement (EHA).

Un programme, avec une collaboration du SNU et ONG (Caritas et NRC), de coupons conditionnels pour les denrées alimentaires et les articles non alimentaires ciblant 2 000 ménages les plus vulnérables (soit 10 000 personnes) a été lancé en utilisant les systèmes de distribution PAM-Gouvernement déjà existant dans le cadre du PNUAD. En matière de nutrition, le SNU a apporté son appui et expertise dans la détection et le traitement de 5 665 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère (SAM). Parallèlement, des articles non alimentaires, des kits d'hygiène et des kits de dignité supplémentaires ont été fournis à plus de 18 500 personnes et des fournitures médicales d'urgence ont été pré-positionnées pour faire face à d'éventuelles épidémies.

Des campagnes d'hygiène ciblant 75 000 personnes et la distribution de matériel de purification de l'eau pour 15 000 personnes ont également été lancées pour répondre aux besoins immédiats d'EHA. Le SNU a mis en place un programme d'accompagnement axé sur la purification de l'eau, la promotion d'hygiène et la surveillance renforcée à travers un dépistage actif des cas de diarrhée aqueuse aiguë et autres maladies à potentiels épidémiques pour 55 000 personnes, y compris les migrants et les réfugiés qui continuent à arriver ou passer par Djibouti. D'autres latrines, pour 15 000 bénéficiaires, ont aussi été réalisés à Djibouti ville et dans le camp de déplacés de Damerjog à la suite du passage du cyclone Sagar. A Damerjog, qui a été touché de plein fouet par le cyclone Sagar, 390 ménages ont aussi bénéficié de la construction de points d'eau supplémentaires grâce au raccordement de la tuyauterie au système existant.

En matière de protection, le SNU a fourni de l'énergie pour la cuisson (kérozène et bois) à 23 868 réfugiés et demandeurs d'asile basés à Ali Sabieh et Obock. De plus, le SNU a conduit des séances de lutte contre la violence sexuelle et sexiste, de prévention, d'intervention et de soutien psychosocial avec la participation de la communauté afin de sensibiliser 28 778 réfugiés et demandeurs d'asile basés à Djibouti-ville, Ali Sabieh et Obock. En ce qui concerne la protection de l'enfance, le SNU a soutenu le gouvernement dans le domaine de l'éducation et dans les

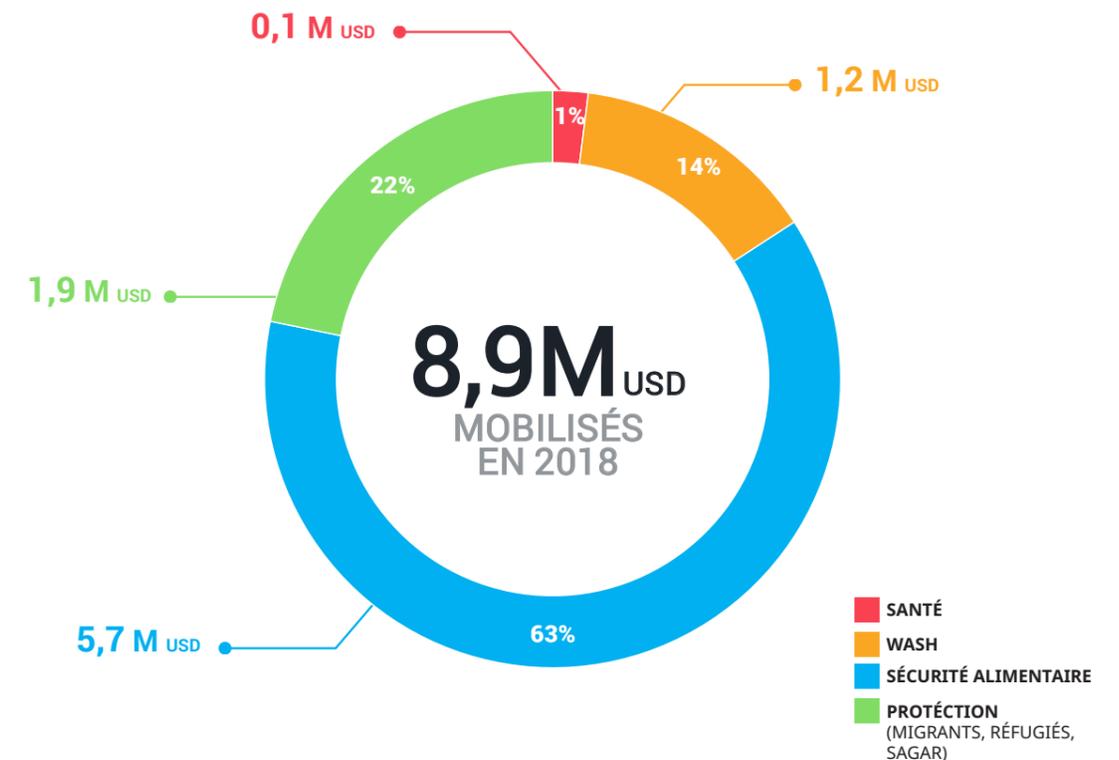
Figure 36: Contributions par bailleurs pour l'assistance humanitaire (USD), 2018



Figure 37: Budget humanitaire par agence (USD), 2018



Figure 38: Répartition des ressources par type d'assistance humanitaire (USD), 2018



CHIFFRES CLÉS

DJIBOUTI



+210 000
PERSONNES
ASSISTÉES DANS
L'URGENCE
HUMANITAIRE À
DJIBOUTI



145 000
PERSONNES
ASSISTÉES EN
MATIÈRE DE WASH



17
TENTES
DE 43m2



150
LITS
TYPE CHOLÉRA



10 000
PERSONNES
ASSISTÉES
EN DENRÉES ALIMEN-
TAIRES ET ARTICLES
NON ALIMENTAIRES



1,8M\$
MOBILISÉS



390
MÉNAGES
BÉNÉFICIAIRES
DE LATRINES

YÉMEN



226 281
TONNES DE CARGAISON
HUMANITAIRE
TRANSITÉES PAR
DJIBOUTI POUR LA
RÉGION (YÉMEN,
ÉTHIOPIE, SUD SOUDAN)



392
VOLS
HUMANITAIRES
ONT ÉTÉ OPÉRÉS



9 300
PASSAGERS
TRANSPORTÉS
AVEC UNHAS* VERS
ADEN ET SANAA



537
PASSAGERS
TRANSPORTÉS PAR
NAVIRE ENTRE
DJIBOUTI, ADEN ET
HODEÏDA

* UNHAS: United Nations Humanitarian Air Service

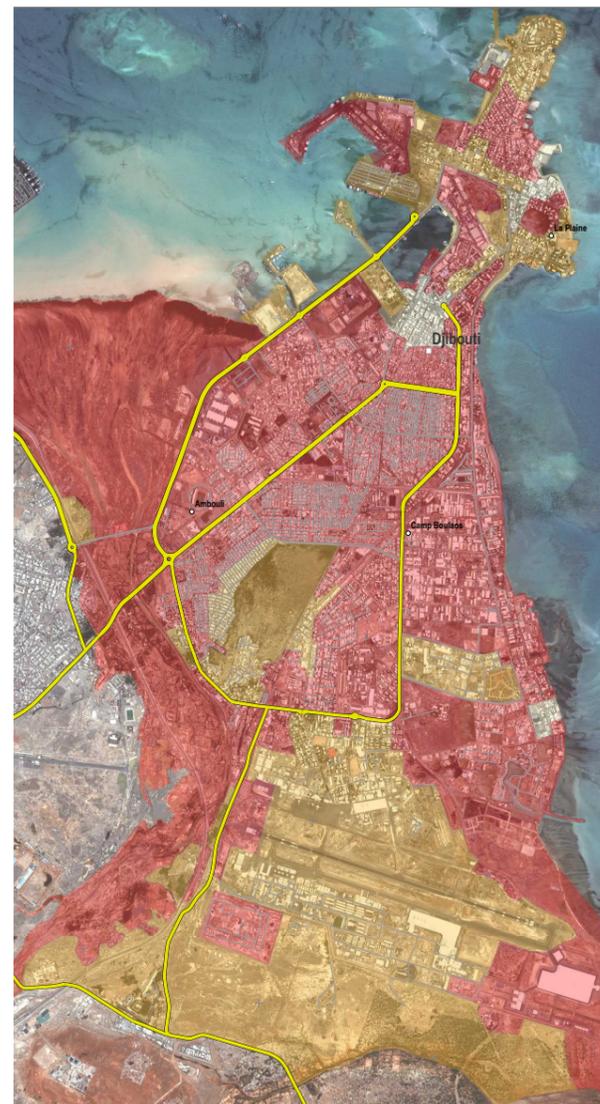


Image satellite des inondations suite au cyclone SAGAR dans la ville de Djibouti. Source: UNITAR / UNOSAT © Copyright: DigitalGlobe, Inc.

150 sacs mortuaires qui ont bénéficié à 4 590 migrants (1 858 femmes). La surveillance électronique qui sera utile pour la collecte, la transmission et l'analyse des données est configurée en fonction du contexte de Djibouti et fait actuellement l'objet de test. L'intervention d'urgence contre le risque de DAA pour les migrants et les communautés d'accueil a visé directement 221 migrants qui ont bénéficié de bouteilles d'eau, de tentes, de réservoir d'eau, de lit de choléra. Le SNU a aussi appuyé le Ministère de la Santé pour la réalisation des campagnes de vaccination d'urgence contre la rougeole et la polio à destination de presque 109 967 enfants.

En collaboration avec les autorités, un plan de contingence EHA définissant les risques de catastrophes et scénarios les plus probables et décrivant les options de réponse spécifiques a été finalisé. La formation de 55 personnes en matière d'évaluation rapide des besoins en EHA a constitué un pool de personnes ressources qualifiées au niveau national. Le gouvernement et la Banque Mondiale, avec l'appui de l'ONU, ont lancé une évaluation rapide des infrastructures, portant principalement sur des aspects liés à l'impact économique du cyclone.



SUPPORT AUX OPÉRATIONS HUMANITAIRES AU YÉMEN, EN ÉTHIOPIE ET SUD-SOUDAN

activités liées au soutien psychosocial au bénéfice de 15 826 enfants réfugiés accompagnés ou non à Djibouti et dans les villages de réfugiés.

L'année 2018 a été également marquée par des épidémies de paludisme, de diarrhée aqueuse aiguë (DAA), entre autre, qui ont nécessité des réponses d'urgence. Le SNU a apporté son appui à travers le renforcement du système de surveillance des maladies à potentiels épidémiques, la mise à disposition des intrants tel que 10 000 tests de diagnostic rapide (TDR) du choléra, 20 000 TDR pour le paludisme et de 10 000 TDR pour la dengue. Les capacités de réponse sont renforcées par l'achat et la livraison de seaux et de produits de décontamination, y inclus 185 lits de type choléra, 17 tentes pour le triage des patients et

Depuis 2014, l'UNCT Djibouti joue un rôle important dans la réponse humanitaire au Yémen à travers son appui opérationnel. L'équipe de pays des Nations Unies a facilité le transport et le stockage de marchandises pour les organisations humanitaires par le biais de transport aérien et maritime. La capacité de stockage du hub logistique est estimée à 62 000 mt. En 2018, au moins 392 vols humanitaires ont été opérés, avec plus de 9 300 passagers transportés avec l'UNHAS vers Aden et Sanaa. L'équipe pays des Nations Unies a coordonné et facilité un mouvement hebdomadaire de 537 passagers entre Djibouti et Aden et Hodeïda à bord des navires affrétés par le PAM, qui ont été également utilisés à des fins de secours et d'évacuation. Un total de plus de 226 281mt de cargaison humanitaire a transité par Djibouti vers le Yémen, l'Éthiopie et le Sud-Soudan. L'équipe pays des Nations Unies de Djibouti a fourni une assistance humanitaire et de protection vitale à 241 évacués pour les migrants clandestins et sans ressources en provenance du Yémen.

OPERATIONS MANAGEMENT TEAM (OMT)

Co-leads:
PAM & UNHCR.
Agences participantes:
FAO, ONUSIDA,
PAM, UNHCR

Sous la direction et les conseils généraux de l'équipe de pays des Nations Unies, l'équipe de gestion des opérations (OMT) assure la direction de la mise en œuvre du programme d'appui opérationnel commun coordonné, efficace et performant au niveau des pays. L'agenda des opérations communes au niveau du pays vise à garantir que la mise en œuvre du programme est appuyée de la manière la plus efficace et efficiente possible, en assurant un soutien opérationnel de haute qualité et dans les délais prévus par les agences participantes. Pour y parvenir, il faut coordonner les efforts dans le domaine des opérations commerciales et, dans le cas d'une stratégie d'exploitation commerciale (Business Operations Strategy - BOS), adopter une approche commune pour une gamme choisie de services de soutien opérationnel où il existe une analyse de rentabilité claire pour fournir des services en tant que groupe d'organismes, plutôt que de manière individuelle. Cela signifie qu'il existe un avantage clair et démontrable en termes de réduction des coûts ou de qualité des services, réalisé en participant conjointement au développement et à la gestion des services identifiés.

L'OMT s'efforce de faciliter l'harmonisation des politiques opérationnelles des organismes, agences, fonds et programmes des Nations Unies. En outre, l'OMT propose et met en œuvre des initiatives interinstitutions visant à garantir la qualité des services d'assistance tout en utilisant efficacement les ressources. Dans ce contexte, l'OMT a décidé d'adopter et de mettre en œuvre le cadre pilote axé sur les résultats du Groupe des Nations Unies pour le développement durable (GNUD), afin d'améliorer la planification, le suivi et la gestion des opérations commerciales de l'équipe de pays et de soutenir l'exécution des programmes. Cette stratégie des opérations commerciales (BOS), un instrument visant à améliorer la qualité, la rapidité et la rentabilité du soutien des Nations Unies à la mise en œuvre des programmes est un élément clé des travaux conjoints de l'équipe de pays des Nations Unies dans le domaine des opérations.

Dans les directives opérationnelles du Groupe des Nations Unies pour le développement, l'expression «services communs» désigne l'application de fonctions administratives communes aux organisations du système des Nations Unies. Elle englobe différents types d'activités, tels que les services administratifs et financiers, les services commerciaux (choix d'une banque commune, d'une entreprise de restauration collective ou

d'une agence de voyage, etc.), de services liés aux locaux communs tels que les services publics, le nettoyage et l'entretien, mais également des aspects fondamentaux comme la fourniture de sécurité et de soins de santé.

En tant qu'entité responsable devant l'équipe de pays des Nations Unies, l'OMT est responsable de l'identification, de l'évaluation, de la priorisation et de la planification d'opérations communes à l'appui de l'exécution du programme. Plus spécifiquement, l'OMT coordonne les activités conjointes dans les domaines d'activité suivants: Planification stratégique conjointe; stratégie des opérations commerciales (BOS) et planification du travail annuel; Locaux communs et emplacements sur le terrain; Approvisionnement commun; Gestion commune des ressources humaines; Logistique commune; TIC communes; Finances communes; HACT (en collaboration avec des collègues du programme).

En 2018, l'OMT a réalisé plusieurs activités communes, y compris l'enquête sur le coût de la vie (dont les résultats sont attendus en 2019); discussion sur le taux de DSA pour les partenaires; et l'engagement avec la mairie sur l'évacuation des déchets pour les compounds des agences du SNU. Des efforts seront menés pour assurer l'association des associations locales du personnel lors de prochaines enquêtes. En ce qui concerne l'évacuation des déchets il a été convenu que les agences paieront forfaitairement deux ans d'arriérés au titre des années 2017 et 2018 et continueront à payer normalement à partir de 2019 au taux forfaitaire annuel de FDJ 180 000.

En ce qui concerne le Procurement, l'activité en 2018 a été minimale, considérant que la majorité des contrats ont été élaborés durant en 2017 pour deux ans, avec l'exception des contrats de services de maintenance. La rapidité des processus d'approbation des activités et l'engagement proactif et continu des agences dans le domaine du procurement sont nécessaires pour assurer l'efficacité des actions.

Le SNU est en train de négocier un accord avec des structures sanitaires de niveau à Djibouti pour assurer l'accès aux soins médicaux du staff, y compris en cas d'évacuation médicale à partir du Yémen. Spécialistes du SNU ont réalisé une évaluation de l'hôpital Militaire et de l'Hôpital Militaire Français avec lesquels ces accords iront être finalisés.

A niveau de ICT, la continuité de service a été garantie à travers la mise en place du backstopping des activités ICT dans le cas d'absence du staff ICT chez une agence sœur (WHO, WFP, UNCEF, UNDP). Quand même, les coûts élevés d'internet, la gestion en cas d'urgence (surtout pour les agences de petite taille) et le système de backstopping nécessitent plus de collaboration entre agences.

Dans le cadre du travail autour des systèmes de Finance/HACT, les dernières activités ont eu lieu en 2014. Les évaluations qui ont eu lieu depuis 2015 présentent les recommandations importantes qu'ils conviendraient de suivre pour minimiser les risques de gestion. Les agences et les partenaires d'exécution devront se consulter pour définir ensemble, la manière de suivre les recommandations du Cabinet qui a mené les évaluations. Les partenaires d'exécution devront être renforcés dans leur capacité pour aller dans le sens de la réduction de risques liés à la gestion de projet. Opportunités Micro-évaluations conduites par l'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques; Mise en place d'un processus transparent. Recommandation - Partage des coûts des évaluations; Incorporation souhaitée des staffs Programme et staff Opérations dans HACT.

A niveau du sous-groupe sur la sécurité, la mise à jour hebdomadaire de la liste du personnel continue, les radio check conduit régulièrement et les équipements radio (mobile) ont été évalués et mis à niveau. Les visas de sécurité ont été traités à temps.

Quand même, plus de diligence est nécessaire de la part du staff pour assurer que tout le personnel voyage avec visa de sécurité approuvée au préalable. Deux hôtels additionnels ont été évalués sur recommandation du SMT et inclus à la liste des hôtels "cleared". Le budget commun de sécurité a été approuvé. La mise à jour des termes de références des compagnies de sécurité, du plan de sécurité, du « Security Risk Management » a été réalisés. Les coordonnateurs de Zone (Area Security Coordinators) de la région Sud et Nord ont été nommés et doivent recevoir une formation. La cellule de sécurité des agences du SNU a été revitalisée pour assurer le support au SMT.



COMMUNICATION & PLAIDOYER

Co-leads:
UNHCR, UNICEF.
Agences participantes:
FAO, IOM, PAM, PNUD,
UNHCR, UNICEF

Pour les Nations Unies la communication est un élément important et même souvent crucial afin de promouvoir les droits humains. La communication au sein de l'organisation a pour objectifs de fournir des informations, de sensibiliser, de promouvoir les partenariats et les collaborations, d'assurer une plus grande visibilité quant à la situation, des pays, des populations, notamment les plus vulnérables et de démontrer l'efficacité de la coordination entre agences afin d'atteindre les objectifs. A travers son groupe de communication, le SNU s'est doté d'un plan de communication pour l'année 2018 et cela sous l'impulsion de l'UNICEF et du HCR et la participation active des différentes agences. Plus de 66% des actions planifiées ont été réalisées, soit 8 sur 12.

L'approche préconisée par le système des Nations Unies afin de maximiser l'impact de sa communication s'est basée sur les éléments pouvant toucher le plus grand nombre possible de personnes et de bénéficiaires.

LES ÉVÈNEMENTS



La célébration de la journée des Nations Unies a été organisée au niveau du palais du peuple en présence de représentants du gouvernement de Djibouti à leur tête SE Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale et d'un nombre considérable de représentants du corps diplomatique et de jeunes étudiants djiboutiens. Une occasion pour revenir sur les relations et le partenariat entre le SNU et la République de Djibouti, ainsi que de promouvoir les ODD.

Les différentes agences des Nations unies ont eu l'occasion d'exposer divers documents durant cette journée permettant ainsi aux étudiants présents d'acquérir des informations sur les Nations unies et les différents programmes mis en œuvre. Une vidéo/photos a été produite et diffusée lors de l'évènement.

L'opportunité d'avoir un nombre conséquent d'étudiants aurait pu être saisie pour organiser une rencontre débat à la suite de la cérémonie formelle, permettant aux différentes agences de présenter leurs programmes et activités et d'engager un débat. Une action à maintenir et à proposer pour la célébration de la journée des Nations Unies de 2019.

LES RÉSEAUX SOCIAUX



NOTRE COMMUNICATION GLOBALE

Notre communication et nos campagnes soutiennent des questions telles que la lutte contre les changements climatiques, l'égalité des sexes et la santé publique mondiale. Nous incitons également nos partenaires à se mobiliser face aux multiples problèmes liés au développement durable et à leur incidence sur différentes populations - de la question du vieillissement à celles de l'intégration des personnes handicapées. Nous travaillons en étroite collaboration avec tous les partenaires des Nations Unies pour des campagnes coordonnées et percutantes.

La présence du système des Nations unies au niveau des réseaux sociaux a été renforcée à travers une utilisation plus systématique de Facebook, permettant d'accroître le nombre d'abonnés de 760 en juillet à 2104 aujourd'hui. Cependant l'utilisation de Twitter reste en dessous de ses potentialités. La mise en place d'une chaîne YouTube devrait être considérée, afin de pouvoir partager des vidéos que le SNU produirait et des éléments des JT qui couvriraient les activités SNU.



Les réseaux sociaux existants devront bénéficier d'un accroissement en matière d'utilisation, à travers un partage systématique d'informations par les agences en direction des points focaux en charge de l'administration de ces deux outils. Il sera crucial d'améliorer les publications, en consolidant le partage des pages par agences, et à travers la création de contenus originaux, interactifs, qui intéressent et orientent les internautes. Instagram étant un réseau très apprécié notamment par les jeunes, il sera important d'avoir une réflexion, avec des jeunes, sur les façons d'alimenter cette plateforme avec des photos et vidéos.

Globalement il sera important de promouvoir les différents réseaux en direction du large public.



ACTIONS CONJOINTES

Un nombre d'actions ont été menées conjointement, entre deux ou plusieurs agences, notamment autour de la célébration de la journée des Nations unies et le lancement de campagnes de vaccinations, par exemple. Deux documents ont été réalisés avec la participation de toutes les agences du SNU (faits et chiffres 2017-2018 et le bulletin des NU). Ces deux réalisations démontrent la possibilité de produire d'autres documents de plaidoyer et d'information en renforçant la collaboration et la fluidité de la circulation des informations.

OUTILS DE COMMUNICATION

L'utilisation de photos pour promouvoir les droits humains, les ODD et pour illustrer le partenariat ainsi que l'apport des NU en direction des bénéficiaires reste un élément important. D'où une utilisation importante de cet outil de communication.

Relations avec les médias : Le faible niveau en termes de taux de couverture médiatique du travail effectué par le SNU en 2018 fait que les NU à Djibouti se sont engagés à renforcer leur collaboration avec les médias nationaux. Ces médias restent encore des outils de grande importance dans le pays que cela soit la TV et la radio.

Durant l'année 2018, une revue de l'UNDAF a été organisée et a permis de faire le point sur l'état d'avancement des résultats. Cette revue a été renseignée à travers les différentes revues annuelles et rapports annuels des agences. Ceci a été l'opportunité d'apprécier les progrès accomplis, d'analyser les contraintes rencontrées et de proposer des solutions pour apporter les ajustements nécessaires pour améliorer les résultats pour l'année 2019.

Toutes les Agences des Nations Unies à Djibouti ont un système de suivi et évaluation (S&E) et disposent d'un Point Focal S&E. Faisant suite aux conclusions et recommandations de l'évaluation de l'UNDAF, les agences des Nations Unies à Djibouti ont créé un groupe chargé du Suivi & Evaluation (GTSE), composé des points focaux des agences.

Le GTSE est co-présidé par l'UNFPA et le PAM. L'objectif du Groupe (GTSE) est d'apporter un appui technique à UNCT dans le cadre de l'opérationnalisation de l'UNDAF afin d'apporter une assurance qualité à la planification, la mise en œuvre, et le suivi-évaluation de l'UNDAF.

Le Groupe M&E UNDAF a entrepris les actions suivantes :

- Réunions mensuelles du groupe et participation aux travaux des groupes des résultats;
- Elaboration d'une matrice de suivi des progrès de l'UNDAF ;
- Harmonisation et Collecte de matrices finales des 4 groupes des résultats ;
- Etablissement d'une check-list standard pour l'exercice de contrôle-qualité des matrices des résultats ;
- Revu des matrices des résultats avec les co-leads des différents groupes des résultats pour améliorer le reporting de l'UNDAF.

Les principales recommandations issues de ces différents travaux que le groupe M&E UNDAF a entrepris sont :

- Instaurer des réunions semestrielles entre les RG et le Groupe M&E pour pouvoir améliorer la mise en œuvre mais aussi suivre le progrès vers l'atteinte des résultats ;
- Promouvoir la culture des milestones (résultats intermédiaires) ;
- Améliorer la cohérence et l'alignement entre les activités, outputs et outcomes pour mesurer l'atteinte des objectifs fixés ;
- Définir des indicateurs de produits par effets avec des cibles annuelles (en précisant les sources de collecte des données, les désagréments souhaités, la responsabilité de rapportage).

Le suivi et évaluation de l'UNDAF est basé sur l'approche « **Gestion Axée sur les Résultats** » (GAR) qui s'inscrit dans la logique de programmation ciblée autour de l'atteinte des résultats du UNDAF. Cela impliquera le soutien de la collecte, de l'analyse, de l'utilisation et du partage des données désagrégées afin de faciliter le suivi de la réalisation des effets et des ODD. Cette approche impliquera également la révision de la situation du pays pendant la mise en œuvre du programme afin de mettre à jour les changements et les risques les plus importants, et de les intégrer à la mise en œuvre du PNUAD.

Le suivi des résultats et de la mise en œuvre du UNDAF a été fait au niveau de chaque agence responsable des extrants et effets à travers leurs propres systèmes de suivi et évaluation sous la coordination des Groupes d'Effets et avec l'appui technique du groupe de suivi et évaluation.



GRUPE RÉSULTAT 1: ÉDUCATION ET EMPLOYABILITÉ

Le SNU fournira des services aux populations les plus défavorisées notamment aux femmes et aux adolescents/jeunes, priorisant la réalisation d'activités génératrices de revenus pour les femmes afin de réduire les disparités de genre ; l'offre d'opportunités de formation qualifiantes ; et l'engagement des adolescents/jeunes.

Le RG1 continuera d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies, y inclus la politique nationale de la jeunesse et des sports ; la politique nationale de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) ; celle de l'alimentation scolaire ; la politique sur l'Éducation pour le Développement Durable (EDD) ainsi que les stratégies d'intégration des enfants en dehors de l'école. Le SNU va aussi s'engager dans la production et l'analyse d'évidences en préparation du prochain schéma directeur de l'éducation (enfants en dehors de l'école, l'état des lieux des dortoirs, le diagnostic des structures d'éducation préscolaire, etc.). Les agences onusiennes contribueront aussi à renforcer les capacités à travers la formation des personnels des cantines scolaires, des enseignants et des personnels de supervision des apprentissages (inspecteurs et conseillers pédagogiques), la construction de foyers améliorés, d'abris pour les cantines et de salles de classes.

L'équipe SNU fournira aussi des services en faveur de l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables à travers l'achat et la distribution de matériels et de fournitures scolaires, le soutien à un programme d'éducation de seconde chance pour les enfants en dehors de l'école et la mise en œuvre des jardins scolaires.

GRUPE RÉSULTAT 2: SANTÉ, NUTRITION, EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

En 2019, le SNU continuera à mener des efforts pour la mobilisation de ressources, soutiendra la finalisation, et la mise en œuvre du PNDS 2019-2023, le renforcement des Soins de Santé Primaires (SSP) par une amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation du Paquet Minimum d'Activités. La surveillance et la lutte contre les maladies à potentiel épidémique fera l'objet d'une attention particulière. Un plan de préparation et de riposte aux maladies cibles de la vaccination (poliomyélite et rougeole) sera mis à jour avec des exercices de simulation pour la polio. La mise en œuvre d'un système électronique d'alerte précoce, à la formation et à la fourniture d'intrant

de diagnostic rapide et de traitement pour la dengue, le choléra et les diarrhées aqueuses aiguës seront priorités. Le fonctionnement du Laboratoire de l'Institut National de Santé Public (INSPD) sera effectif avec l'achat des réactifs et la formation du personnel. Il est important de noter que l'appui à la fourniture des prestations de santé aux réfugiés et migrants vulnérables sera aussi renforcé en 2019.

Les partenaires continueront de soutenir le renforcement de la prévention et la prise en charge de la tuberculose, du VIH, du paludisme et des maladies non-transmissibles à travers des revues conjointes avec le Ministère de la Santé, suivi d'élaboration de feuilles de route et de révisions des plans stratégiques. 2019 marquera un tournant dans la lutte contre le paludisme avec la mise en œuvre pour la première fois de la Pulvérisation Intra-Domestique (PID). La réduction de la mortalité maternelle et infantile comptera parmi les priorités avec l'intensification de la mise en œuvre des interventions à haut impact de la santé maternelle, néonatale et infantile. Les approches communautaires seront renforcées pour une meilleure prise en charge des maladies de l'enfant au niveau communautaire. La prévention et la prise en charge de toutes les formes de malnutrition sera renforcée avec la révision de la politique nationale multi-sectorielle de la nutrition, le renforcement des capacités, la supervision et le suivi des interventions de prévention et traitement de la malnutrition, la sécurisation des intrants et l'équipement des centres pour la prise en charge des Malnutritions Aiguës Sévères. L'enquête SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) sera finalisée et les résultats seront utilisés pour la mise à jour de la politique, des stratégies et des plans d'action de lutte contre la malnutrition. Les sites communautaires pour le dépistage actif et la référence des enfants malnutris seront redynamisés et serviront de canaux pour une promotion de proximité des pratiques essentielles liées aux 1 000 premiers jours de l'enfant en vue d'une prévention plus résiliente de la malnutrition. Les ressources humaines pour la santé seront renforcées à travers de l'élaboration d'une stratégie nationale dans ce sujet.

Concernant la disponibilité des médicaments de qualité, le focus sera sur la mise à jour de la liste des médicaments essentiels et la mise en place d'un dispositif de réglementation pharmaceutique. Le Paquet Minimum des Activités selon les différents niveaux de la pyramide sanitaire sera révisé pour être mieux adapté aux besoins de la population dans le cadre de l'accélération de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU).

Dans le cadre du renforcement de la disponibilité des données de la Santé et la nutrition, l'opérationnalisation du District Health Information Software Version 2 (DHIS2) fera l'objet d'une datation particulière du SNU. Le suivi et l'évaluation du secteur EHA en milieu rural sera renforcé à travers un accompagnement technique qui sera fourni pour l'opérationnalisation de ce système. L'amélioration de la collecte de routine et le rapportage sur les performances sectorielles constituera un axe prioritaire. Le renforcement du système Suivi et Evaluation du secteur EAH contribuera à rendre plus efficace la coordination et la planification sectorielle.

En outre, l'autonomisation des communautés dans la gestion des points d'eau sera renforcée avec la mise en œuvre de l'approche de gestion sécurisée sanitaire des services d'approvisionnement en eau. L'approche communautaire Assainissement Totale Piloté par la Communauté (ATPC) sera implémentée au niveau de plusieurs communautés rurales pilotes. Également, l'accès des services EHA dans les écoles sera renforcée à travers la conduite de l'exercice de l'analyse des goulots d'étranglement pour l'accès des services EHA et le développement d'une stratégie. La promotion de l'hygiène et le changement de comportement va être renforcé notamment en milieu urbain à travers la mise en œuvre de l'approche: Djibouti-ville, « Ville Amie des enfants ».

GRUPE RÉSULTAT 3 : PROTECTION, PROTECTION SOCIALE, BONNE GOUVERNANCE, ET DROITS HUMAINS

Dans le domaine de la protection de l'enfant, l'accent sera mis sur la formation des acteurs du système judiciaire à travers des modules de protection de l'enfant et des techniques d'entretien adaptées. Les autres secteurs de l'Etat seront également mis à contribution pour la mise en place d'un système de référencement et d'information et de services de protection de l'enfant pris en charge par les assistants sociaux.

Au niveau de la protection sociale, les efforts continueront dans l'appui au MASS, notamment à travers l'extension et le renforcement du Programme Nationale de Solidarité Familiale (PNSF) en milieu urbain ainsi que le Programme d'Assurance Santé Sociale (PASS). Des mesures d'accompagnement seront réalisées, telles que des sensibilisations, notamment en matière de nutrition et de santé, ainsi que des formations professionnelles visant à faciliter l'inclusion des jeunes sur le marché de l'emploi pour qu'ils puissent à leur tour devenir un jour

contributeur au système de sécurité sociale.

L'accent sera également mis sur le renforcement des guichets sociaux et des assistants afin d'améliorer les services fournis aux populations les plus vulnérables tant en milieu urbain que rural. Les membres du groupe veilleront à assurer une bonne coordination de leurs actions afin de maximiser l'impact des interventions dans le secteur de la protection sociale, et surtout continuer le renforcement des capacités des assistants ainsi que le développement de la résilience de la population face à la vulnérabilité sociale à travers les mesures d'accompagnement pour un changement de comportement.

En outre, la jeunesse, et les jeunes filles en particulier, feront l'objet d'une attention soutenue avec l'objectif d'établir et de mettre en œuvre des stratégies et des plans d'actions à l'attention des jeunes et des communautés rurales ainsi que de renforcer le mécanisme national d'accès aux services multisectoriels de référence sur les violences fondées sur le genre.

En ce qui concerne la situation des réfugiés, il s'agira de poursuivre le travail d'inclusion dans les services sociaux de base et les plans régionaux et nationaux de développement tels que prévus par le Comprehensive Refugee Response Framework (CRRF). Pour mieux appuyer les migrants, la finalisation et l'évaluation de Djibouti face aux indicateurs de gouvernance de la migration (IGM) et leur utilisation comme base pour la stratégie nationale demeure la principale priorité.

Les domaines de la justice et des droits de l'Homme continueront à être les piliers essentiels du renforcement de la bonne gouvernance.

GRUPE RÉSULTAT 4: RÉSILIENCE & DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUITABLE

Les priorités pour 2019 consistent principalement à maintenir et à continuer les efforts entrepris dans le renforcement de la résilience des populations et la protection des écosystèmes face au changement climatique. Le RG4 souhaite également assister davantage les populations vulnérables pour l'accès à la terre, à l'eau, aux pratiques de conservation et à la gestion des ressources naturelles dans les zones rurales de Djibouti. Il veut soutenir le développement des chaînes de valeurs, créer des jardins scolaires et de cultures hydroponiques en faveur des écoles rurales à Djibouti, améliorer l'accès à l'emploi et aux technologies résilientes au changement climatique et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le RG4 continuera de protéger et préserver la biodiversité marine à travers la création des aires marines

protégées. Il continuera de renforcer la capacité de résilience des populations déplacées du climat dans la région d'Arta (Damerjog). Le RG4 ira forger des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire et à renforcer la résilience du pays afin de mener à bien une croissance qui améliorera la qualité de vie de chacun. Le SNU ira aussi continuer la poursuite du plaidoyer en faveur d'une mobilisation des ressources conjointes et des activités communes dans ce domaine pour réaliser les ODD et améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

OPERATIONS MANAGEMENT TEAM

Vu les difficultés ci-haut énumérées au niveau du fonctionnement des différents sous-groupes, l'OMT a décidé de redynamiser les groupes de travail en nommant expressément des animateurs de chaque sous-groupe. Les Chefs des Agences ont été invités de nommer les points focaux en remplaçant ceux qui sont partis et les co-chairs de communiquer les noms des remplaçants aussitôt que les changements surviennent.

En vue de la Réforme du Système de Développement des Nations Unies, le processus d'élaboration de BOS pour Djibouti n'a pas pu avoir lieu en 2018, et sera une priorité incontournable pour 2019. Le sous-groupe Procurement lancera des appels d'offre pour des contrats commun sut les voyages, la sécurité, les techniciens de surface et les services transitaires. L'équipe OMT entamera des discussions avec Djibouti Telecom afin pour l'application des tarifs plus appropriés pour les agences humanitaires. Le groupe IT mettra en place un plan d'innovation inter-agences et développera un DRP Commun.

L'équipe UNDSS continuera à assurer la maintenance du système radio HF/VHF à travers des ressources existantes. Une discussion est prévue au sein de l'UNCT pour considérer les exigences RSM (Résidentiale Security Measures) aux domiciles du staff national, comme recommandé par le siège.

COMMUNICATION & PLAIDOYER

Sur la base des réalisations de 2018 et des orientations globales des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre de sa réforme, le système des Nations Unies à Djibouti s'est fixé trois objectifs principaux à atteindre en 2019 et cela à travers la réalisation d'actions de communication stratégique et commune :

1) Renforcer l'image de marque de l'ONU et améliorer la

visibilité de l'organisation à l'échelle du pays et celle des partenariats existants.

2) Communiquer sur l'engagement de l'ONU à œuvrer avec les pays afin de réaliser l'agenda 2030 et les ODDs ainsi qu'autour des objectifs et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

3) Informer et mobiliser le staff de l'ONU, mais aussi les différents partenaires sur les réformes des NU.

Pour ce faire le système des Nations Unies à Djibouti se reposera sur un nombre de stratégies et approches notamment :

Une implication plus systématique des groupes de résultats, le renforcement de la collaboration et du partenariat avec le Ministère de la communication, les médias nationaux et, l'association des journalistes de Djibouti, la réalisation d'un nombre de supports de communication (un rapport annuel, un bulletin annuel, une vidéo sur les interventions des NU et des résultats atteints), promouvoir et assurer la participation des jeunes, y compris réfugiés ou migrants dans certaines activités, renforcer les relations avec les services de communication des partenaires et étudier les possibilités de renforcer leur capacité et accroître la participation de journalistes aux visites sur le terrain.

SUIVI ET ÉVALUATION

Au niveau du SNU, la question de redevabilité a été mise au centre du processus de la Réforme du Système de Développement. Le UNSDG a mis en place une plateforme de suivi et évaluation en ligne, le « UN INFO » qui vise à améliorer la cohérence, la transparence et la redevabilité afin de mieux répondre aux besoins et aux priorités des États Membres. Cette plateforme numérique est l'outil principal de suivi et évaluation du Plan Cadre du SNU PNUAD/UNDAF, maintenant le UN Sustainable Development Cooperation Framework – UNCF) au niveau des pays, comprend des modules d'opérations et de suivi en temps réel, en référence aux ODDs.

Le groupe M&E de l'UNCT Djibouti a déjà entamé des efforts pour joindre les 28 pays du monde utilisant cette plateforme pour rendre compte plus rapidement et plus précisément des progrès et rendra les informations essentielles disponible sur le travail du SNU plus accessibles aux parties prenantes (gouvernements, donateurs, public etc.), tout en facilitant les discussions stratégiques de planification et le rapportage. La mise en place de la plateforme UN INFO est une des priorités du groupe M&E pour l'année 2019-2020.

ANNEXES

Tableau I : Répartition du budget mobilisé et implémenté par effet en USD

	Montant Planifié	Montant Reçu	Montant Dépensé
Effet 1	\$ 5 494 854,00	\$ 2 729 388,00	\$ 2 249 700,35
Effet 2	\$ 8 521 396,00	\$ 3 293 163,00	\$ 3 240 853,69
Effet 3	\$ 31 937 269,96	\$ 17 876 216,96	\$ 14 004 496,00
Effet 4	\$ 8 395 807,00	\$ 4 685 216,00	\$ 4 678 917,00
Effet 5	\$ 2 059 823,00	\$ 1 674 685,00	\$ 531 836,00
Effet 6	\$ 2 495 031,00	\$ 1 489 146,00	\$ 1 194 606,71
Effet 7	\$ 9 393 796,10	\$ 9 082 535,00	\$ 6 711 935,79
Effet 8	\$ 5 682 564,00	\$ 5 682 564,00	\$ 3 774 171,28
Grand Total	\$ 73 980 541,06	\$ 46 512 913,96	\$ 36 386 516,82

Tableau II : Pourcentage de mobilisation et d'implémentation des ressources par effet.

	Mobilisation	Implementation
Effet 1	50%	82%
Effet 2	39%	98%
Effet 3	56%	78%
Effet 4	56%	100%
Effet 5	81%	32%
Effet 6	60%	80%
Effet 7	97%	74%
Effet 8	100%	66%

Tableau III : Répartition du budget mobilisé et implémenté par Groupe de Résultat en USD

	Montant Planifié	Montant Reçu	Montant Dépensé
RG1	\$ 14 016 250,00	\$ 6 022 551,00	\$ 5 490 554,04
RG2	\$ 31 937 269,96	\$ 17 876 216,96	\$ 14 004 496,00
RG3	\$ 12 950 661,00	\$ 7 849 047,00	\$ 6 405 359,71
RG4	\$ 15 076 360,10	\$ 14 765 099,00	\$ 10 486 107,07
Grand Total	\$ 73 980 541,06	\$ 46 512 913,96	\$ 36 386 516,82

Tableau IV : Pourcentage de mobilisation et d'implémentation des ressources par Groupe de Résultat.

	Mobilisation	Implémentation
RG1	43%	91%
RG2	56%	78%
RG3	61%	82%
RG4	98%	71%

Tableau V : Répartition du budget mobilisé et implémenté par agence en USD

Agence	Montant Planifié	Montant Reçu	Montant Dépensé
PNUD	\$ 12 379 557,00	\$ 12 379 557,00	\$ 8 037 725,40
UNHCR	\$ 25 756 151,00	\$ 8 926 247,00	\$ 8 915 183,75
UNICEF	\$ 10 381 159,00	\$ 7 655 819,00	\$ 6 626 988,00
FIDA	\$ 4 696 306,00	\$ 4 696 306,00	\$ 3 591 980,00
PAM	\$ 8 809 839,06	\$ 4 540 469,96	\$ 3 185 557,67
FAO	\$ 3 427 382,00	\$ 3 427 382,00	\$ 2 000 055,00
OMS	\$ 3 226 804,00	\$ 2 273 103,00	\$ 2 273 103,00
OIM	\$ 1 073 900,00	\$ 1 073 900,00	\$ 1 073 900,00
UNFPA	\$ 720 000,00	\$ 704 340,00	\$ 513 681,00
UNOPS	\$ 1 960 000,00	\$ 462 347,00	-
UNODC	\$ 500 000,00	\$ 200 000,00	-
UNESCO	\$ 980 000,00	\$ 104 000,00	\$ 104 000,00
OHCHR	\$ 44 456,00	\$ 44 456,00	\$ 44 456,00
ONUSIDA	\$ 24 987,00	\$ 24 987,00	\$ 19 887,00
Grand Total	\$ 73 980 541,06	\$ 46 512 913,96	\$ 36 386 516,82

Tableau VI : Pourcentage de mobilisation et d'implémentation des ressources par agence.

Agence	Mobilisation	Implementation
PNUD	100%	78%
FAO	100%	58%
ONUSIDA	100%	87%
FIDA	100%	76%
OHCHR	100%	100%
OIM	100%	100%
UNICEF	87%	88%
OMS	83%	100%
UNFPA	79%	64%
PAM	77%	81%
UNHCR	55%	99%
UNODC	40%	0%
UNOPS	21%	0%
UNESCO	5%	100%
Grand Total	80%	84%

RÉSIDENTS

Banque Mondiale (BM)
 Bureau de la Coordinatrice des Nations Unies à Djibouti (RCO)
 Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux projets (UNOPS)
 Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)
 Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
 Mécanisme de Vérification et d'Inspection des Nations Unies au Yémen (UNVIM)
 Mission des Nations Unies pour l'appui de l'accord de Hudaydah (UNMHA)
 Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
 Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO)
 Organisation Internationale du Travail (OIT)
 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
 Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
 Programme Alimentaire Mondial (PAM)
 Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
 Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

NON-RÉSIDENTS

Fonds international de développement agricole (FIDA)
 Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)
 Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)
 Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (OHCHR)
 Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)
 Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)



Crédits Photos

FAO DJIBOUTI:

Pages: 49.

NATIONS UNIES DJIBOUTI

Page: 59.

OIM DJIBOUTI

Pages: 42.

PAM DJIBOUTI

Page: 39.

PNUD DJIBOUTI

Pages: 29; 44; 47.

UNICEF DJIBOUTI

Shehzad Noorani:

Pages 16; 27; 30; 31; 32; 33; 36; 38; 46; 52; 56; 58.

AUTRES:

UN Photo/Cia Pak:

Page: 9.

DigitalGlobe, Inc:

Page: 56.

#AgirEnsemble



© **NATIONS UNIES À DJIBOUTI**

Mezz tower - 8^{ème} étage
Rue de venise, Djibouti,
République de Djibouti.

RETROUVEZ-NOUS SUR:  @NationsUniesDjibouti  @UNDjibouti